

solidaire

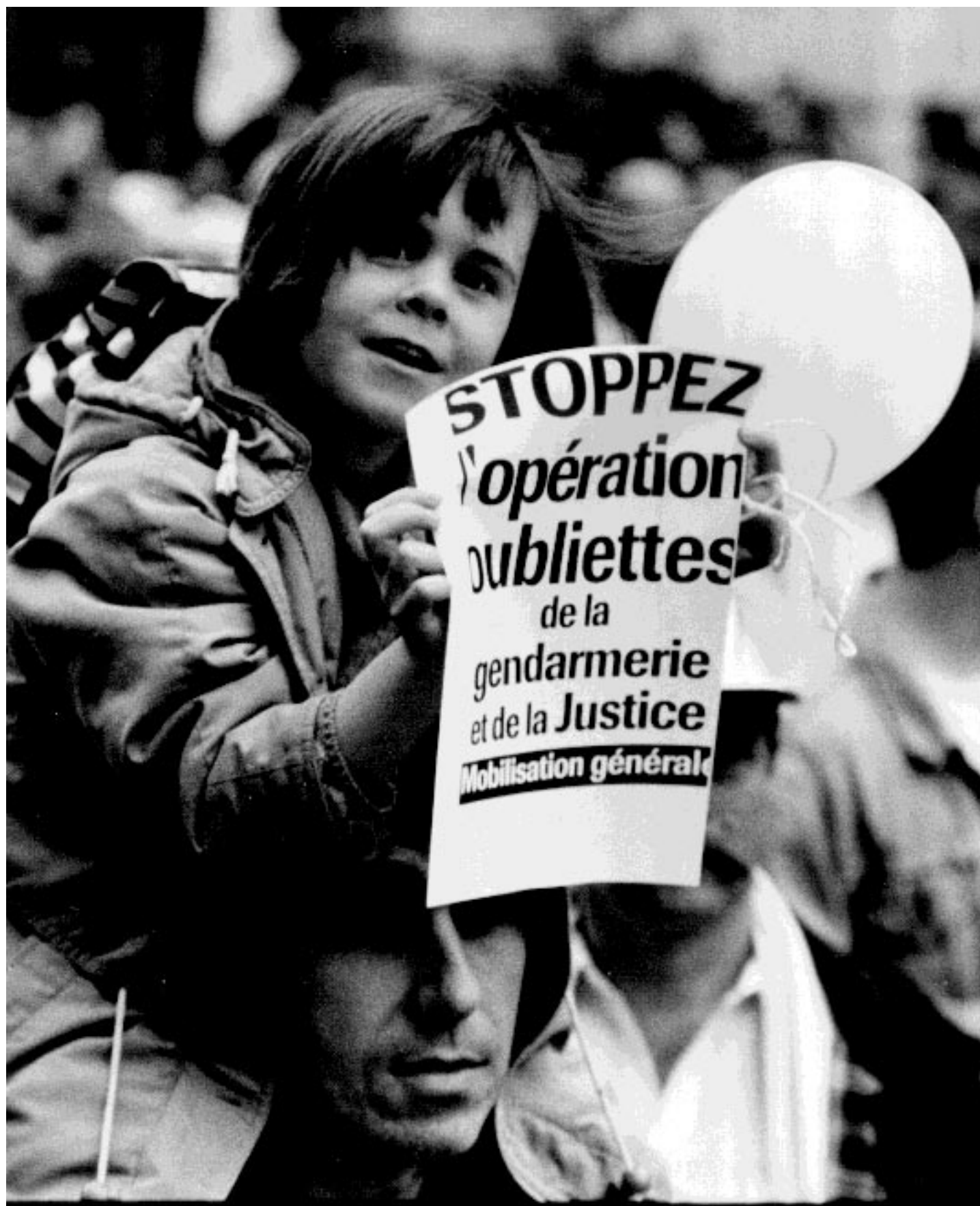
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 42 (1156) - 30 octobre 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 - 5

Qui veut museler le PTB ?



INDEX

Enfants : nouvelle manif 17/11, Anvers
La mère de Kim et Ken : pourquoi je ne suis pas allée chez Dehaene
..... P 2

Grève FGTB
"Ce n'est qu'un début"
Et puis... "Que faire ?"
..... P 8 - 9

"Le socialisme, c'est l'avenir du monde !"
Charleroi : Jean Alleyn, nouveau président FGTB
..... P 6

Orwell, une "balance"
Révélations sur un anti-communiste célèbre
..... P 12-13

"Ca s'est passé au commissariat"
Claude Semal raconte
..... P 14

Zaire - Rwanda, qui provoque la guerre ?
Analyse, témoignages
..... P 16



Ils disent non à la récupération de Dehaene

Tinnie, la maman des deux enfants anversois disparus, Kim et Ken, a refusé d'aller chez Dehaene. Elle ne fait pas confiance au système, elle ne veut surtout pas se taire. Le Comité anversois "Kim et Ken" organise une grande manifestation à Anvers le 17 novembre. Elle ne sera pas silencieuse.

Le PTB, non plus, n'accepte pas qu'on veuille le museler. Il répond aux accusations portées par le cabinet d'avocats de Roger Lallemand (PS). Pour le faire taire, pour enterrer l'affaire, on viole la liberté d'expression. Plus que jamais, luttons jusqu'au bout pour arracher toute la vérité et toute la Justice !

17 novembre : nous manifesterons à nouveau, mais pas en silence

La mère de Kim et Ken : pas d'accord de se taire

Tinnie Mast est la maman de Kim et Ken Heyrman, disparus le 4 janvier 1994. Kim (11 ans) a été assassiné et retrouvé dans "l'Asia-dok" à Anvers. On est toujours sans nouvelles de Ken, huit ans au moment de l'enlèvement. Tinnie, cheville ouvrière du "Comité Kim et Ken", jette un regard critique sur le déroulement de la Marche blanche et sa récupération par le gouvernement.



Tinnie Mast : «Nous sommes très bas dans l'échelle sociale. Voilà pourquoi nous ne sommes toujours pas vraiment entendus, et on nous renvoie d'un côté à l'autre.»

Tinnie. Nous avons très bien préparé la manifestation. Des dizaines de collaborateurs du Comité avaient fabriqué des calicots, des brassards, des serre-tête, des pancartes, des badges, etc. Les camions portant ces calicots n'ont pas pu rouler dans la manifestation mais ils ont circulé autour de Bruxelles dans la matinée. Nous formions un grand bloc, avec des calicots et même un groupe de percussions. Ils étaient accompagnés par les battements de mains des manifestants. Les gens devaient quand même s'exprimer de l'une ou l'autre manière et je pense qu'ils ont bien manifesté ainsi leurs sentiments et leur opinion.

Tout le monde nous regardait et nous devons nous taire

L'arrêt-spaghetti en Cassation a suscité une semaine sans précédent de protestation mais aussi de récupération politique.

Tinnie. L'entretien des parents avec le ministre De Clerck signifiait qu'ils seraient tenus pour responsables si les choses tournaient mal pendant la Marche blanche. Je trouve cela irresponsable. La situation est déjà très difficile pour les parents. J'ai l'impression que tous ceux qui ont un autre avis sont mis sous pression ou réduits au silence. C'est pour cela que j'ai diffusé un communiqué de presse dans lequel je disais que je n'étais pas d'accord de me taire. Voilà déjà trois ans que nous ne sommes pas entendus et quand le monde entier

symbolique, moi, la maman de Kim et Ken, j'ai pris place sur les marches. Tout le monde a vu que la police et la gendarmerie nous en chassaient, ce que la foule n'a pas accepté, naturellement. Lundi soir, notre Comité se réunissait. La BSR était présente aussi et a même demandé aux gens de sortir.

On m'avait demandé d'être présente au local d'embauche des dockers, vendredi. Depuis le pont, Willy, très connu au dock, nous a assuré, d'une manière très sensible, du soutien des ouvriers du port. Puis, nous nous sommes rendus à "l'Asia-dok" avec une masse de dockers. J'ai reçu un grand bouquet blanc pour le jeter à l'eau, à l'endroit où le corps de Kim a été retrouvé.

J'ai appris que Willy avait été arrêté au Palais de Justice. Il a été détenu pendant trois jours, jusqu'au lundi, après la manifestation. Il est accusé d'association de malfaiteurs et de coups et blessures ! J'ai l'impression qu'il y avait d'autres raisons. Willy est un homme qui a tout mon respect, quelqu'un qui a la main sur le coeur.

Les parents sont-ils enfin pris au sérieux ?

Tinnie. Nous ne sommes toujours pas vraiment entendus. Kim et Ken sont deux enfants d'une même famille : un cas unique en Europe. N'est-ce pas assez important pour que l'on écoute les critiques des parents ? Nous sommes très bas dans l'échelle sociale; je pense que cela joue aussi un rôle dans le fait



Le Comité Kim et Ken à la Marche blanche : "Arrêtez les oubliettes", "Donnez les noms !"

que nous ne sommes pas pris au sérieux et qu'on nous renvoie d'un côté à l'autre. Je l'ai dit au ministre De Clerck, lors de la table ronde du roi. Je lui avait déjà demandé un entretien auparavant, mais il a toujours refusé. Je doute de la Justice et je ne fais pas confiance au système actuel.

Le Comité Kim et Ken prévoit-il de nouvelles actions ?

Tinnie. Nous sommes en train de constituer une asbl. Nous travaillerons sur base de quatre revendications (voir encadré), nous voulons organiser des actions, descendre

dans la rue. Nous voulons faire connaître ces revendications pour qu'ils ne puissent pas envoyer l'affaire aux oubliettes.

Nous prévoyons une grande manifestation à Anvers le 17 novembre, où il est presque obligatoire d'apporter un calicot ou un slogan !

Un "Fonds de secours Kim et Ken" a aussi été créé. Son numéro de compte est 001-2985650-66, Aartselaarstraat 31, 2660 Hoboken. Des badges sont en vente au prix de 60 francs.

Le Comité ne veut appartenir à aucun parti, mais les partis peuvent soutenir nos revendications. Nous agissons pour tous les enfants, quelle que soit leur origine. C'est la différence que nous avons avec le Fonds Hulpfond HOVK. Celui-ci dit que l'argent n'a pas de couleur et appelle partout à verser sur son compte. Il accepte même de l'argent du Vlaams Blok, alors que le Blok ne soutient que les enfants blancs ! Ce parti n'a certainement pas sa place dans nos structures. Si nous descendons dans la rue et nous exprimons, c'est pour tous les enfants.

Que veut le Comité Kim et Ken ?

Le Comité Kim et Ken avance les revendications suivantes :

1. Le droit pour les parents d'avoir accès au dossier de l'enquête et au dossier d'identification des corps. Et en général : l'établissement des droits des victimes ainsi que de l'information à tous les stades de l'en-

quête.

2. L'enquête sur l'enquête doit être entièrement publique. Tous les rapports doivent être rendus publics.

3. Pas d'Opération Oubliettes, ni de la part de la gendarmerie, ni de la justice. Restitution de l'enquête au juge Connerotte. Tous les noms et listes qui apparaissent dans les

- réseaux de prostitution enfantine doivent être rendus publics.
4. Nous agissons pour tous les enfants, quelle que soit leur origine (qu'il s'agisse d'enfants belges, flamands, wallons, marocains, turcs...). Nous acceptons le soutien des organisations qui sont d'accord avec cette plateforme.



PTB censuré

La parole à la défense ...

Le cabinet d'avocats du sénateur Lallemand a cité au tribunal, au nom des parents Russo et Lejeune, le PTB. Demandant qu'il lui soit interdit d'utiliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou non, les noms, images ou l'histoire des petites filles décédées. Cette requête s'est étendue à toute forme d'appel à une participation quelconque à la marche organisée le dimanche 20 octobre, à la mémoire des enfants disparus, sous peine d'une astreinte de 50.000 frs par infraction.

Les arguments de la défense

Le PTB a participé d'une façon active, au travers de nombreuses publications, au gigantesque débat de société mené dans différentes couches sociales et qui secoue la Belgique depuis quelques semaines. Comme il n'a aucun accès aux médias, contrairement à d'autres forces politiques dont les représentants s'expriment tous les jours à la TV, la radio ou dans les journaux, le PTB s'exprime essentiellement au travers de ses tracts et de son hebdomadaire *Solidaire*. A aucun moment, il n'a, dans les textes qu'il

a présentés au public, créé l'impression que les points de vue mis en avant par le parti étaient ceux des familles des enfants disparus ou qu'il s'exprimait en leurs noms. L'action lancée contre le PTB survient à la suite de la diffusion par celui-ci d'un dépliant intitulé «Stoppez l'Opération Oubliettes».

Pourquoi un seul parti est-il visé ?

Puisque toute la presse, tout le monde politique et le public se sont exprimés sur l'affaire Dutroux-Nihoul, il n'y avait aucune raison que le PTB ne puisse en faire de même. Concernant l'utilisation de l'image des filles, le PTB a toujours respecté la demande des parents. Suite à la volonté des parents de ne plus voir les photos de leurs enfants utilisées, le PTB a aussitôt retiré ses dépliants. Il a en outre modifié l'intitulé de son tract afin que n'y figurent plus les noms des victimes et a fait savoir par courrier aux parents que non seulement il accédait à leur demande et se tenait à leur disposition pour toute clarification, mais encore qu'il s'engageait

à ne plus utiliser ni les photos ni les noms des fillettes. Depuis lors, dans toutes ses publications, le PTB a scrupuleusement respecté les restrictions qu'il s'était imposées et qui étaient animées par le seul respect de la volonté des familles.

Quant à l'appel à manifester, le PTB n'a rien fait d'autre que ce qu'ont fait d'innombrables associations, partis et hommes politiques. Le PTB n'a pas fait autre chose que Dehaene qui, dans *Het Nieuwsblad* du 16 octobre, a appelé la population à se rendre nombreuse à la manifestation. De même, le parti écologiste flamand, Agalev, a appelé la population à manifester en portant des pancartes avec les premières pages des journaux.

Le comité de soutien à Kim et Ken, deux enfants disparus à Anvers, a annoncé qu'il serait présent à la manifestation de dimanche, avec des bandeaux reprenant ses revendications. Il est incompréhensible que l'appel du PTB ait pu à lui seul constituer une quelconque menace pour le caractère de la manifestation, alors que tel n'aurait pas été le cas pour les appels lancés par les autres partis politiques et associations.

Le tract mis en cause

Le PTB a été accusé de "récupération" suite à la diffusion du tract «Stoppez l'Opération Oubliettes». Celui-ci décrit les actions déclenchées spontanément à travers le pays depuis le début de la semaine. Il explique le malaise profond de la population et exige la vérité.

Trois revendications sont émises : 1. Recommencer l'enquête. 2. Avec une commission d'enquête publique extraparlamentaire. 3. Aller jusqu'au bout. Suivies d'autres exigences con-

cernant les forces de l'ordre et la justice. Le PTB formule des propositions pour la poursuite du mouvement populaire. Et conclut en appelant à la manifestation du dimanche 20. Suit un bon de commande de dépliants et d'affiches.

Ce tract a scrupuleusement respecté les engagements volontairement pris par le PTB à l'égard des familles. Il ne contient aucun élément qui pourrait constituer une quelconque violation de leurs droits.

Qui a peur du PTB ?

Ily a un argument des avocats du bureau du sénateur Lallemand qui étonne.

Il est reproché au PTB d'avoir porté atteinte aux droits des parents par la publication d'un tract accusant la gendarmerie et se référant directement à l'histoire dramatique des enfants, ainsi que par un appel à la «mobilisation générale» à l'occasion de la marche du 20 octobre. Le PTB a effectivement émis de sévères critiques à l'égard de certaines institutions, telles que la gendarmerie qu'il accuse dans un tract. Il a formulé, dans différentes publications, des propositions de réformes démocratiques. Afin d'assurer que les manquements

de l'enquête "Dutroux-Nihoul", ne se reproduisent plus à l'avenir.

De nombreuses autres personnalités et associations - y compris le ministre de la Justice - ont, elles aussi, émis par moments des critiques très sévères concernant certaines institutions de l'Etat. Cependant, le PTB, contrairement au monde politique et aux médias bourgeois, n'a jamais cessé de critiquer avec virulence la gendarmerie et d'informer le public des négligences commises par ce service et du véritable rôle de celui-ci.

La critique de la gendarmerie est-elle désormais interdite?

En pleine illégalité

Le Tribunal a interdit au PTB de lancer un appel à la manifestation du 20 octobre qui «aurait une connotation dénaturant volontairement ou involontairement le but poursuivi par les organisateurs».

membres du parti ont été arrêtés. D'autres policiers faisaient référence à la volonté des parents. Depuis quand des personnes privées peuvent-elles décréter des mesures de maintien de l'ordre ?

Nous ne revenons pas ici sur cette atteinte à la liberté de manifestation. Mais le tribunal ne dit rien sur le droit du PTB de faire connaître son opinion le jour de la manifestation même. Pourtant la gendarmerie a communiqué à tous ses hommes que le tribunal avait interdit au PTB de diffuser des tracts ce jour-là. C'est sous ce motif que plusieurs

La gendarmerie était tellement sûre de se trouver en pleine illégalité qu'elle a diffusé la fable suivante: elle aurait arrêté les militants pour les protéger de la colère des manifestants. Dans les années trente en Allemagne, les nazis affirmaient qu'ils mettaient les juifs dans les camps de concentration pour les protéger de la colère du peuple allemand.

Liberté d'expression bafouée

En interdisant d'une façon générale au PTB de faire référence même à l'histoire des filles décédées, la plainte contre le PTB porte une grave atteinte à la liberté d'expression. Elle demande en effet une mesure de censure interdite par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et par le nouvel article 25 de la Constitution.

Cet article 10 de la Convention européenne, approuvé par la loi du 13 mai 1955, stipule que l'on ne peut toucher à la liberté d'expression et d'opinion que si la loi le prévoit et ce, uniquement pour des raisons précises, parmi lesquelles la sécurité nationale,

l'intégrité territoriale ou la sûreté publique, etc. Or, le débat de société actuellement mené sur l'affaire de pédophilie ne concerne en rien ces raisons légalement déterminées. L'article 25 de la Constitution affirme que la presse est libre et que la censure ne pourra jamais être établie, même par le pouvoir judiciaire.

La plainte du bureau d'avocats du sénateur PS Lallemand demande à censurer le PTB, et lui seul, et porte atteinte à la liberté de la presse considérée comme la plus importante des libertés constitutionnellement garanties.

EDITORIAL

Retenir
son souffle

Herwig Lerouge

La population retient son souffle. Elle attend le premier faux pas de la justice, du gouvernement ou du parlement. Dimanche passé, un sondage RTL-TVI révélait que 95% des téléspectateurs n'ont pas confiance dans les mesures proposées par Dehaene après la Marche des 300.000.

Entre temps, la dynamite s'accumule. A la commission parlementaire, les parents de Loubna ont répété que jamais on n'a entamé une enquête sur la disparition de leur fille. Nous avons appris de M. Depret, officier de la Police Judiciaire, travaillant pour le Comité Supérieur de Contrôle qu'il disposait de "nombreux exemples d'enquêtes sensibles arrêtées sur ordre de ses supérieurs... Chaque fois, il s'agissait d'enquêtes conduisant aux mêmes hommes politiques, magistrats, officiers supérieurs de la gendarmerie ou chefs d'entreprise." Il a constaté qu'on a étouffé les enquêtes Brabant Wallon, Cools, ballets roses... Le sénateur Ecolo Decroly a confirmé à l'émission "Mise au Point" (RTBF) que les chefs de la gendarmerie ont fait disparaître toutes les preuves qui pourraient soutenir la thèse que la gendarmerie a protégé Dutroux. Pour empêcher l'explosion, pour sauver leurs institutions haïes de la population, tous les partis bourgeois se sont assis sur le couvercle des oubliettes. Leurs commissions d'enquête parlementaires servent à entermer les scandales. Deux membres de l'opposition, un Volksunie et un libéral flamand, ont ridiculisé M. Vermeulen, un fonctionnaire courageux du Comité Supérieur de Contrôle. Il avait dénoncé devant la commission d'enquête sur le crime organisé la corruption et le sabotage le fait que ses supérieurs sabotent des enquêtes sur certains hommes politiques.

On lance le débat sur un faux problème : dépolitiser la justice. Comme s'ils étaient prêts à abandonner leur mainmise sur les nominations de juges ! Comme si, avec cette mesure, demain, la justice ne jugerait plus en faveur des riches, mais de la population travailleuse !

Ces fausses réformes cachent les véritables réformes qu'on prépare : le renforcement de la gendarmerie, sa transformation en une police unique contrôlant tout l'appareil judiciaire, la légalisation des méthodes policières dites "pro-actives", c'est à dire le contrôle préventif de toute la population. Faisons en sorte que la lutte qui se prépare vise de réels objectifs démocratiques. Nous voulons les noms des clients et protecteurs de Dutroux et Nihoul. Nous voulons une enquête publique sur les négligences de la justice et les sabotages de la gendarmerie dans les enquêtes. Nous voulons la réouverture du dossier du Brabant Wallon. Nous voulons le démantèlement de la gendarmerie et une justice plus démocratique par l'élection des juges.

Le PTB a-t-il encore
une fois tout gâché ?

Marche blanche : qui donc fait vraiment de la "récupération" ?

«Nous devons en tous cas tenter d'éviter la récupération politique», déclarait le capitaine de gendarmerie Jo Decuyper avant la Marche blanche. (1) La marche, je l'ai donc passée dans les caves blafardes de "l'Amigo", le bureau de police de Bruxelles, en compagnie de quelques dizaines de camarades du PTB.

Luk Vervaeke

"Détenue administrative pour avoir distribué un tract du PTB". Bizarre : nous n'avons pas vu un seul politicien bourgeois au bureau de police. Pourtant, ceux-ci ont eu droit, avant, pendant et après la marche, à une gigantesque campagne politique.

Le chagrin pour les enfants et la colère envers la Justice et la gendarmerie ont été l'étincelle d'un immense mouvement politique du peuple contre l'ensemble de l'Etat bourgeois. La classe dominante le comprend très bien. "Colère populaire", titrent quasiment tous les journaux après le dessaisissement de Connerotte. Pendant des jours, ouvriers et jeunes sont dans la rue. Des jeunes sont embarqués par centaines dans les bureaux de police. «La situation est grave. Il ne faudrait pas grand chose pour faire basculer le pays dans une crise ouverte, avec des conséquences prévisibles mais incontrôlables», écrit *La Libre Belgique*. (2) Tobback tremble : «Je suis dans mes petits souliers.» (3) Quand un chien de garde du système de la carrure de Tobback est dans ses petits souliers, cela signifie que la gendarmerie l'a très bien mis au courant de l'état d'esprit qui règne parmi la population.

Le journal boursier *L'Echo* est encore plus inquiet : «Des manifestations spontanées continuent de jaillir d'un peu partout. Cela fait plus de deux mois que la vague populaire ne s'est jamais calmée. On souhaiterait que l'opinion publique puisse garder le sens de la mesure.» (4)

Pour aider l'opinion publique à garder la mesure, une campagne politique à vous couper le souffle est orchestrée. Après le dessaisissement de Connerotte, on manifeste d'abord de l'indignation, pour calmer les esprits : «Les partis condamnent unanimement la décision de la



Pour les partis bourgeois, la question principale est : comment faire pour que la marche ne soit pas une marche contre l'Etat, le gouvernement, la Justice, la gendarmerie et la mafia ?

Cour de cassation.» (5) Vient ensuite le véritable message : il faut respecter la décision et "l'Etat de droit". Dehaene en appelle à «la sérénité et à la raison». (6) Le journal souligne l'unanimité des partis politiques par-delà les «contradictions habituelles». (6) Informé par la gendarmerie des poings levés par les manifestants, Tobback donne la consigne : «Même les poings serrés dans les poches, il faut respecter la décision.» (7) Jusqu'au roi entre en scène. Et deux jours avant la Marche Blanche, après le Conseil des ministres, la marche fait l'objet d'une véritable communication gouvernementale.

"Pas de politique" signifiait seulement "Pas de PTB"

Le mouvement avait une signification politique claire. Le PTB est le parti qui la formule. Pour les partis bourgeois, la question principale est : comment faire pour que la marche ne soit pas une marche contre l'Etat, le gouvernement, la Justice, la gendarmerie et la mafia ? Les tâches sont réparties. Les uns resteront à l'écart pour montrer que «cette marche ne peut pas devenir une marche politique». Le porte-parole du SP : «Le risque existe en effet que cette manifestation débouche sur une manifestation antipolitique.» (8) Les présidents de parti Tobback, Van Peel et De Croo se concertent pour décider de ne pas venir à la

manifestation. «Nous voulons coûte que coûte éviter que les politiciens récupèrent cette manifestation», déclare le porte-parole du CVP. (8) En d'autres termes, ils ne veulent pas participer à une manifestation dont ils risquent de ne pas sortir vivants, étant donné la colère populaire. Comme les autres, le Vlaams Blok n'est pas rassuré et conseille à ses parlementaires de rester chez eux «pour éviter les éventuelles provocations de l'extrême gauche». (9)

Par leur "présence non politique", les autres feront en sorte que toute protestation soit étouffée dans l'oeuf. Non, ne pas être absent, dit le secrétaire politique d'Agalev : «L'opinion publique pourrait considérer cela comme un signe d'apathie.» (10) Le PRL, le PS, Ecolo appellent aussi à manifester et disent comment il faut manifester : «en son nom personnel», comme «citoyens». (11) Pendant la manifestation, des politiciens de la VU, du VLD, du Vlaams Blok et d'Agalev sont interviewés et font savoir qu'ils sont là «en tant que citoyen, non en tant que politiciens». Peut-on être plus politique ? Pourquoi sont-ils interviewés et pas vous ? La Marche n'est pas encore terminée qu'un débat télévisé a lieu en télé avec tous les partis. Le sénateur PS Lallemand déclarent que les gens auraient manifesté pour un "renouveau des valeurs". Deux jours avant, le bureau d'avocats de Lallemand avait intenté un procès parce que le PTB récupérerait la manifestation à des fins politi-

ques. Après la marche, l'ancien maréchal de la Cour, Liebaers, prétendait que la marche était une marche pour le roi : «La Marche de dimanche a démontré que l'autorité d'Albert II est l'ultime gardien de la morale publique.» (13)

"Pas de politique" signifiait seulement "pas de PTB". Au même moment, tous les partis bourgeois passaient dans les médias. Le PTB, qui ne peut atteindre l'opinion publique qu'en distribuant des tracts, s'est retrouvé derrière les barreaux, sans pitié.

Daday, une Philippine qui milite depuis des années contre la prostitution de 60.000 enfants aux Philippines, disait aux membres de Rebelle : «Vous devez vous en prendre au système, à la classe dirigeante, au gouvernement, aux services de police. Si vous ne touchez pas au système, vous ne pouvez rien changer au sort inhumain des enfants.» C'est ce message que les membres du PTB, de Rebelle et de MML ont fait passer à la Marche Blanche, avec leurs tracts et leur journal, contre et en dépit de l'Opération Muselière.

1. De Morgen, 19 octobre. 2. La Libre Belgique, 16 octobre. 3. De Morgen, 14 octobre. 4. L'Echo, 18 octobre. 5. Financieel Economische Tijd, 15 octobre. 6. La Libre Belgique, 15 octobre. 7. De Morgen, 14 octobre. 8. De Morgen, 17 octobre. 9. L'Echo, 19 octobre. 10. De Morgen, 17 octobre. 11. Le Soir, 18 octobre. 12. De Morgen, 15 octobre. 13. De Morgen, 15 octobre.

Tous les gendarmes au chômage ?

Dissoudre la gendarmerie n'est pas ouvrir la porte à la criminalité

"Le PTB veut-il renvoyer un beau matin tous les gendarmes à la maison, avec une attestation de chômage ? Est-ce réaliste ?" s'inquiètent certains. Telle n'est pas exactement la proposition du PTB.

Didier Hermans

Il faut, bien sûr, un service de police qui combat la criminalité. Mais un tel service est parfaitement possible sans qu'il devienne un réseau englobant tout, comme c'est le cas de la gendarmerie actuellement. Les tâches de la gendarmerie peuvent très bien être réparties entre différents services ayant chacun une mission spécifique. L'information, l'ordinateur de la gendarmerie et le Bureau Central de Recherches (BCR), pourraient être transférés à un service indépendant d'information criminelle, dirigé par quelqu'un qui ne proviendrait pas de la gendarmerie. L'information de ce service d'information criminelle pourrait être accessible à tous les services de police de sorte que l'abus et la rétention d'informations dans le but d'entraver un service concurrent deviendrait impossible. Le service doit être contrôlé démocratiquement, ce qui est actuellement impossible avec l'ordinateur de la gendarmerie.

Les Brigades Spéciales de Recherche (BSR) de la gendarmerie et de la police judiciaire, qui sont toutes deux actives sur le terrain de la lutte contre la criminalité, peuvent être rassemblées en une seule police criminelle qui ne devrait s'occuper que d'affaires criminelles et ne pourrait donc plus rassembler d'informations politiques et syndicales sous prétexte de maintien de l'ordre.

Tout ce qui concerne la circulation peut être rassemblé

dans une Police des routes. Et le maintien de l'ordre serait confié à la police communale. Celle-ci n'a pas les moyens de réprimer les mouvements de protestation. Par ailleurs, si elle outrepassait ses compétences, elle peut plus facilement être invitée à répondre de ses actes, par l'intermédiaire du bourgmestre et des conseils communaux. Alors qu'un corps insaisissable comme la gendarmerie ne doit rendre de comptes à personne.

Police unifiée, version Tobback : tout le pouvoir à la gendarmerie

Le démantèlement de la gendarmerie n'ôterait absolument rien à l'efficacité des services de police dans la lutte contre la criminalité. Le président du SP, Louis Tobback, demande, tout comme le VLD, une police unifiée. (1) Dans les circonstances actuelles, cela signifie que le corps qui compte le plus d'effectifs, le plus de moyens et de pouvoir, c'est-à-dire la gendarmerie, absorbe les autres services. C'est du reste ce que vise la gendarmerie depuis des années. Via la concertation entre corps de police et les zones interpolice, de nombreuses polices communales ont déjà été mises sous tutelle. La police judiciaire a perdu presque toutes ses compétences via ce qu'on appelle la "note de consensus" qui doit fixer la répartition des tâches avec la gendarmerie. La police unifiée



Mettre au chômage... les boucliers des gendarmes

de Tobback ne peut donc être rien d'autre qu'une super-gendarmerie.

C'est le monde à l'envers ! Dans l'affaire des disparitions d'enfants, la gendarmerie a démontré sa faillite totale. Non parce qu'elle n'a pu trouver les informations sur Dutroux — elle savait tout depuis 1993 — mais bien parce qu'elle a utilisé cette information à un sinistre jeu de pouvoir au lieu de l'utiliser pour sauver la vie des enfants. Et cela n'a été possible qu'à cause du caractère totalement non démocratique et militariste de la gendarmerie, où toute information est consi-

dérée par la hiérarchie d'abord et surtout comme un instrument de pouvoir et pas comme un élément devant servir à résoudre des délits. Les structures et le corps des officiers sont entièrement pénétrés de la même mentalité. La démilitarisation de la gendarmerie a été présentée comme une grande victoire pour les droits démocratiques mais, en fin de compte rien n'a changé à la mentalité militaire au sein du corps. Des réformes et des retouches ne suffiront donc pas. Le démantèlement est la seule réponse réaliste.

1. *Het Laatste Nieuws*, 22/10.

EN BREF

Provocation ?

Un militant du PTB nous a envoyé la lettre suivante : «Dimanche 20 octobre, je vends le journal *Solidaire* à la gare du Midi à Bruxelles. Vers 17 heures, un homme tente de m'arracher mes journaux et essaie de monter les gens contre moi. Il parvient d'abord à convaincre certains manifestants. Mais un passant intervient : «Laissez-le. Vous avez bien omis de mettre le nom de Loubna sur la liste. Ca, c'est un scandale. !» L'autre est déconcerté.

Le soir, la télé allait annoncer que "15 membres du PTB ont été arrêtés pour les protéger contre les manifestants". Une déclaration manifestement préfabriquée qui laisse supposer que l'incident est une des provocations de la gendarmerie. Au moment de mon altercation, des camarades sont déjà arrêtés. Les agents de la BSR sont, eux, toujours plus nombreux. Les personnes qui réagissaient négativement me disaient quelque chose puis poursuivaient leur chemin.

Mais cet homme continue à nous importuner et à inciter les gens. Les arguments qu'il utilise ne sont d'ailleurs pas ceux des parents mais se réfèrent au jugement. C'est une argumentation policière qu'aucun autre passant n'a utilisée. Il essaie en outre d'en venir aux mains mais doit battre en retraite car les manifestants réagissent. Au moment où il est mis en difficulté, un deuxième homme apparaît et l'écarte de la foule. J'ai entendu par la suite que cette seconde personne était de la BSR.»

Tobback copie Solidaire...

Remarquable comment Tobback et les autres ténors du SP et du PS font éplucher minutieusement *Solidaire* par leurs collaborateurs pour y puiser des arguments qu'ils pourraient utiliser à leur tour, mais pour duper les gens.

Une semaine après la publication dans notre hebdomadaire d'un dessin humoristique ayant pour commentaire : «Qui voudrait aller manger des spaghettis avec des gens ordinaires quand on peut se régaler de caviar à la Loge ?», Louis Tobback déclare : «Personne n'était donc au courant de ces réceptions organisées par des avocats y invitant aussi bien des magistrats que leurs clients ? Je veux qu'on intervienne en cela avec la même rigueur de principe que celle dont on a fait preuve lors de l'arrêt de la Cour de cassation, qu'il nous faut tous respecter. Le problème ne se poserait-il que pour les spaghettis et non pour le caviar ?» (*De Morgen*, 22 octobre 1996)

... et Vandervelde

Par contre, pour son appel à respecter l'arrêt de Cassation "les poings serrés dans les poches" (voir p.9), Tobback s'est inspiré de son prédécesseur et maître en démagogie, Emile Vandervelde.

En juin 1912 la base du POB (Parti Ouvrier Belge), précurseur du PS, exigeait qu'il y ait une grève générale pour le suffrage universel. Vandervelde réussit à faire reporter cette grève pendant neuf mois sous le prétexte qu'elle devait être "préparée scientifiquement" (*Etudes Marxistes*, n°29) Quand la grève finit par éclater le 14 avril 1913, Vandervelde obligea les ouvriers socialistes à en faire une "grève disciplinée" : sans piquets, ni meetings, ni manifestations. «Une grève avec les poings serrés dans les poches» disait-il.

Et ce fut une grève molle de 10 jours qui n'aboutit à rien. A la grande satisfaction du patron de la Société Générale et des patrons des mines, qui, comme Vandervelde le révélera plus tard dans ces mémoires, avaient versé des sommes importantes à l'occasion de cette grève !

Grève contre la violence policière

Témoignage d'André Hulin, délégué CSC de la STIB

Le mercredi 23 octobre, les agents de la STIB de St-Gilles ont arrêté le travail. Nous avons rencontré André Hulin, délégué de la CSC du dépôt de l'avenue du Roi.

André Hulin. Suite à un simple accident de circulation, le mardi à 9h à la Barrière de St Gilles, le conducteur est descendu pour voir s'il n'y avait pas de blessés et pour constater les dégâts. Il avait remis le formulaire type au chauffeur de la voiture, à remettre à l'assurance. Quand il a voulu remonter dans le tram pour avertir réglementairement le dispat-

ching, un agent auxiliaire de la police l'en a empêché, le tenant par le bras. Le conducteur a fait un mouvement pour dégager son bras, suite à quoi le policier est tombé. L'agent de police a alors déclaré qu'il avait été agressé par le conducteur.

La gendarmerie est arrivée et le conducteur a été traité comme un vulgaire voleur, voire comme un assassin. Insulté, il a été embarqué et mené au poste, pour y être déshabillé complètement. Il a été relâché vers 11h30. Le personnel de la STIB du dépôt de l'avenue du Roi a d'abord décrété spontanément

un arrêt de travail. Par après nous avons entendu dire que la voiture accidentée était celle d'une magistrate...

Pendant la journée, d'autres dépôts ont aussi arrêté, comme ceux d'Ixelles et de Schaerbeek. Une délégation syndicale de la STIB est allée à la commune de St-Gilles pour demander des explications au commissaire, lequel a proposé de faire une "médiation pénale" pour que ça n'aille pas au tribunal. Sans cette intervention syndicale, le conducteur aurait eu un casier judiciaire et une sanction pénale importante pour coups et

blessures à un agent de police. Grâce à notre action ils ont voulu trouver un accord.

Je n'ai jamais vu une grève aussi bien et aussi vite suivie. C'est la première fois qu'il y a un arrêt de travail pour des agents de la STIB qui ont eu à faire avec la police. Beaucoup de collègues sont en colère, ils veulent des excuses. L'incident s'est produit deux jours après la marche blanche, partout on parlait de justice. Et voilà un exemple flagrant d'injustice et d'abus de pouvoir, constatent les collègues. Il y a un grand sentiment de ras-le-bol.

«L'avenir du monde, c'est le socialisme»

Jean Alleyn, nouveau président de la FGTB-Charleroi

Mirello Bottin étant chargé par la Centrale des Métallos de la mission de réaliser la fusion des différentes régionales des Métallos du Hainaut dans une seule structure provinciale, c'est Jean Alleyn, qui a été élu nouveau président de la FGTB de Charleroi. Un verrier succède à un métallo. Nous l'avons rencontré.

Michel Mommerency, Jo Cottenier

Jean Alleyn, qui es-tu ? D'où viens-tu ?

Jean Alleyn. J'ai commencé ma carrière professionnelle dans une petite entreprise à Gilly, où je me suis syndiqué à la FGTB. J'y gagnais 2 F par heure et comme j'habitais chez ma grand-mère, comme orphelin, et que le judo coûtait déjà 150 F par mois, je suis entré dans une entreprise verrière. Il y existait encore un syndicat corporatiste, les "Magasiniers verriers de Charleroi et environs", qui n'a rallié la Centrale Générale qu'en 1967. Quand on a fermé l'usine, je suis arrivé à Glaverbel-Gilly, où je suis devenu délégué FGTB-jeunes en 1959. J'y ai été licencié pour fait syndical, même avec l'accord de mon délégué principal à l'époque, qui acceptait mal que je défendais un syndicalisme plus démocratique, suite à mon éveil politique.

De Gilly, je suis parti à la miroiterie Mirox (Marchienne). Au départ, j'avais décidé de ne plus faire du syndicat. Après quelques mois, le secrétaire général de la Centrale est venu me voir pour que je me remette au syndicat. Nous étions très exploités et sous-payés. Après plusieurs grèves et en battant deux fois de suite la majorité CSC, très collaborative avec le patron, nous avons institué un syndicalisme plus démocratique et pris tous les mandats.

En 1972, j'ai été choisi comme propagandiste de la Centrale Générale parmi cinq candidats. Devenu, ensuite, secrétaire adjoint, de 1972 à 1980, j'ai été actif surtout dans le secteur "construction-bois-carrières". A partir de 1980, j'ai commencé dans le verre. Nous sortions d'une période de grandes grèves. J'ai reconstitué le Comité régional et les commissions professionnelles régionales : ce sont les délégués d'une même fonction qui se rencontrent une fois par mois pour discuter des problèmes du secteur ou plus généraux. Finalement, je suis devenu secrétaire régional.

Maintenant que Mirello Bottin a démissionné comme président de la FGTB-Charleroi, j'ai été élu nouveau président par le dernier Congrès.

Chaque responsable syndical a sa personnalité, ses propres accents : il y a des syndicalistes gagnés plus à la concertation, d'autres plus au syndicalisme de combat. Comment définirais-tu ta position ?

Jean Alleyn. D'abord, faire fonc-

tionner le syndicat le plus démocratiquement possible : les responsables doivent garder le contact avec la base, en allant sur le terrain. Il faut des assemblées générales, pour que les idées de la classe ouvrière montent dans l'appareil. A son tour, l'appareil doit conscientiser sur les problèmes de l'ensemble de la classe ouvrière et jouer un rôle éducatif.

Dans les entreprises, les délégués sont élus suite à un pool (qui établit la composition de la liste, ndlr). Ils élisent l'exécutif, où chaque corps de métier a un nombre de représentants élus parmi les délégués de leur secteur. Les permanents sont élus au Congrès (j'ai été élu, fin juin 1986, secrétaire général).

Je veux encore mieux faire fonctionner le secteur des services de la FGTB. Le nombre de dossiers de licenciement par des petits patrons, par exemple, est énorme. Comme permanent, j'essaie de comprendre les problèmes des autres. J'ai été fort bouleversé par le problème des enseignants, je ne le connaissais pas du tout. Ensuite vient le dialogue. Quand il s'agit de faire grève, tous ne sont pas du même avis.

Et puis aussi, la fermeté. Quand toutes les concertations sont épuisées, si les patrons veulent la bataille, ils l'auront. Mais il faut que les luttes soient bien organisées. Il y a des conscients, des moins conscients. Une grève doit être ressentie positivement par tous les travailleurs. Quand une lutte est décidée majoritairement, on ne peut accepter que certains la sabotent. Comme à Splintex, où certains — avec l'aide de chefs — ont cisailé le fil pour aller travailler. Les majorités, clairement exprimées en assemblée, doivent être respectées. Dans des cas de parité ou presque, c'est le Comité syndical de l'entreprise qui doit prendre position, pour éviter qu'on aille à l'échec.

Quelle position adoptes-tu envers les mesures gouvernementales ?

Jean Alleyn. A la Centrale Générale, tous les délégués ont fait des assemblées d'information pour sentir la température. On a eu un exécutif. Des camarades souhaitent un durcissement de l'action syndicale. Il y a même des critiques : les 2.000 militants à Val Duchesse et les actions actuelles ne sont pas des actions sérieuses. Il y a une certaine lassitude. Il faut une mobilisation : des actions par province ou une journée de grève au milieu de la semaine, mercredi



Jean Alleyn : «Si un parti qui se dit socialiste, déclare qu'il n'est plus capable de mener une politique de gauche, qu'il ne peut plus se battre pour la classe ouvrière, alors celle-ci devra s'orienter vers d'autres qui eux, considèrent encore cette politique de gauche nécessaire.»

ou jeudi.

Au congrès extraordinaire de la FGTB de Charleroi, l'ensemble des exécutifs a montré une volonté manifeste de durcir les actions, en front commun si possible.

A la FGTB-Bruxelles, Anne-Marie Appelmans constate une grande méfiance de la base syndicale envers le trop grand silence au sommet.

Jean Alleyn. Avec le nombre de défaites qu'il y a eues, c'est vrai que la classe ouvrière se demande : "Où va-t-on ?" Je partage l'avis d'Appelmans. Mais il faudrait entraîner tout le monde dans la lutte, par exemple la Ligue des Familles, qui sur la défense des allocations familiales semble très mobilisée. Ce n'est plus une lutte des syndicats seuls, mais de toute la population.

Le pouvoir d'achat des gens s'effondre, le chiffre d'affaires des petits commerçants aussi. La non-indexation des barèmes fiscaux est une affaire pour tous. Nous allons vers une dualisation de plus en plus forte de la société. C'est la libéralisation à outrance.

Le travailleur qui vote pour le PS, trahit sa classe

Mais qui est dirigée avec la collaboration du PS.

Jean Alleyn. Spitaels a dit qu'il était peut-être encore possible, au niveau d'une commune, de faire

une politique de gauche. Mais au niveau de la Belgique ou de l'Europe, ce serait impossible à cause de la mondialisation de l'économie, de la compétitivité... Si un parti qui se dit socialiste, déclare qu'il n'est plus capable de mener une politique de gauche, qu'il ne peut plus se battre pour la classe ouvrière, alors celle-ci devra s'orienter vers d'autres qui eux, considèrent encore cette politique de gauche nécessaire. Le travailleur qui vote pour un PS qui dit qu'il ne peut plus défendre les travailleurs, trahit sa classe. Un travailleur ne pourra quand même pas voter pour une autre classe que la sienne.

Un syndicaliste doit donc aussi avoir une vision de société. On a dit : le communisme est mort, le socialisme n'a plus d'avenir. Qu'en penses-tu ?

Jean Alleyn. Je suis persuadé que l'avenir du monde, c'est le socialisme. Il passe une phase difficile, mais l'effondrement de tout le collectif a fait du mal à tout le monde. Les forces de gauche devraient faire un large front de gauche pour combattre la politique actuelle dans le monde actuel. On délocalise partout, même dans les pays à salaire faible. Je ne peux imaginer vivre dans une société où tout le temps c'est la compétition entre les individus pour tout : pour le salaire, l'emploi... Une société socialiste oui, qui se développe avec les meilleures technologies, qui développe la culture, où il y a

de l'émulation socialiste, oui, mais pas une société de compétition à tout crin.

Tu connais notre programme : "Faites payer la crise aux riches". Il n'y a pas de solution en dehors d'une confrontation avec le patronat, avec cette logique de la compétitivité. Le débat dans le syndicat est aussi : se prépare-t-on à cette confrontation ou non ? Défend-on les 32 heures sans perte de salaire ou cherche-t-on une issue qui épargne le patronat ?

Jean Alleyn. Dans le syndicat, il y a tout un débat entre des plus radicaux et d'autres. L'alternative principale pour résorber le chômage passe par la réduction massive du temps de travail sans perte de revenus. Pour un impôt sur les grosses fortunes, c'est oui, il faut aller chercher l'argent où il est. Pour empêcher la fuite des capitaux, il faut construire un rapport de forces. Maintenant l'Europe est utilisée pour dire qu'on ne peut rien faire. L'Europe veut qu'on tire encore la sécurité sociale à la baisse.

Tu es pour les droits égaux pour les immigrés ?

Jean Alleyn. Tout à fait d'accord. Nous avons fait une farde à la Centrale Générale : "Prolétaires du monde, unissez-vous". Signé Karl Marx. Certains trouvaient que c'était trop communiste, que Karl Marx, ce n'était pas opportun. Mais ce n'était pas notre avis...

La colère "spaghetti"

Busquin (PS) défend bec et ongles l'Etat de (non-)droit

«Nous respecterons le verdict de la Cour de Cassation, au besoin avec les poings serrés dans nos poches», déclara Tobback à la veille du procès-spaghetti (1). Il a tenu sa parole. Les présidents du PS et du SP ont déployé tous leurs talents de démagogue pour faire accepter "l'arrêt spaghetti".

Kris Merckx

Le mouvement populaire autour de l'affaire Dutroux-Nihoul oblige tous les partis politiques à choisir leur camp. Défendre le système capitaliste pourri et les institutions tout aussi pourries - Justice, gendarmerie, gouvernement et parlement - qui protègent ce système ? Ou soutenir le mouvement populaire qui rejette cet Etat de non-droit ? Tant avant qu'après l'arrêt-spaghetti, les dirigeants du PS et du SP n'ont laissé subsister aucun doute sur leur choix. La veille de l'arrêt, Louis Tobback a annoncé qu'il ferait tout pour aider le système à traverser cette crise : «J'en ai des sueurs froides, car tout cela risque quand même de se retourner contre le système. Il faut éviter à ce pays une énorme crise de confiance en son appareil judiciaire. Il est rare que des millions de gens attendent un arrêt de la Cour de Cassation. Il est de mon devoir de dire : de grâce, trouvez quelque chose pour épargner à la population une rupture totale, et pour une longue période, de la confiance en son système judiciaire - et politique -, car je crois que les gens ne vont pas faire la différence» (2). Philippe Busquin dit à son tour : «Il me paraît essentiel que la Cour fasse preuve de créativité» (3).

«Respectez le verdict de la Cour de Cassation !»

Le lendemain, la Cour de Cassation trouvera effectivement "quelque chose" : Connerotte est révoqué, mais l'instruction reste à Neufchâteau. Les grosses têtes du SP et du PS ont compris que ça ne suffirait pas

pour empêcher la colère populaire d'éclater. Ils ont donc «critiqué» l'arrêt, mais surtout appelé à l'accepter. Le démagogue de service du PS était le chef de fraction à la chambre, Claude Eerdekens. Il a parlé d'«une Justice variable selon que vous serez puissant ou misérable» (4).

Mais le communiqué du PS indique que le parti «regrette la révocation de Monsieur Connerotte mais respecte l'arrêt» (5). Tout à fait sur la même longueur d'onde que la déclaration de la veille du sénateur PS Roger Lallemand : «L'émotion des gens corrige une déficience de citoyenneté, une absence de solidarité... Mais on ne peut agir que dans le cadre d'un Etat de droit. Jamais sous l'influence d'une rumeur irresponsable» (3).

Tobback pour sa part réagit : «Je respecte l'arrêt, mais ne le comprends pas» (5). Et il y ajoute une attaque démagogique sur la «caste des magistrats coupés du monde». Celle-ci doit servir à camoufler l'essence de son attitude : sa défense de la justice de classe et sa trahison du mouvement populaire. Le PS et le SP défendent donc tous deux le soi-disant "Etat de droit" qui ne sert que de façade à la dictature du capital. Cet "Etat de droit" avec sa justice de classe et sa gendarmerie permet tout aux riches en les assurant que leurs crimes et ceux de leurs plus hauts politiciens disparaîtront aux oubliettes.

Le PS a également utilisé son influence dans certaines sections du «Front Antifasciste» (FAF), pour rendre le mouvement populaire suspect, le présentant comme un possible marchepied pour l'extrême droite. Ainsi, à la veille de la Marche Blanche, la Coordination Antifasciste s'inquiétait de



«Quelle est donc la taille de l'Opération Oubliettes ?», demande ce jeune à la Marche Blanche. Avec une liste impressionnante d'affaires étouffées : pédophilie, Cools, Brabant Wallon, fraudes Assubel, ballets roses, haut comité, mafia des hormones, Augusta, traite d'êtres humains...

«la présence répétée de provocateurs d'extrême droite au cours des protestations populaires, (notamment) de militants formellement reconnu du Front National. Leur objectif est de s'attirer les voix des mécontents.» (6)

Abus du «danger de l'extrême droite»

Tout comme dans l'affaire Augusta, cette démagogie du PS sur le danger de l'exploitation politique par l'extrême droite dissimule un double leurre. Elle cache d'abord le pourquoi de la

montée de l'extrême droite, à savoir la politique antipopulaire menée par le PS et le SP au service des capitalistes. Et les scandales, notamment du SP et du PS qui se sont appropriés les pratiques maffieuses et de corruption de leurs amis les capitalistes. Pour couper les ailes à l'extrême droite, il faut au contraire mettre fin à la politique des oubliettes en cette affaire comme dans d'autres scandales...

En second lieu, tous ces propos alarmants dissimulent le fait que la politique d'extrême droite actuelle est l'oeuvre du... SP et non du Vlaams Blok et du FN car aujourd'hui, ce ne sont pas ces derniers qui sont au pouvoir. Ce sont le SP et le CVP qui mènent une telle politique de restrictions et de surexploitation. Ce sont Vande Lanotte et Tobback qui ont appliqué 10 des 12 points du programme du Vlaams Blok concernant les réfugiés. C'est bien Vande Lanotte qui a accru de façon inouïe le pouvoir de la gendarmerie, cet Etat dans l'Etat. Aujourd'hui, la fascisation est surtout l'oeuvre des partis traditionnels. Qui les protège s'en fait le complice

(1) De Morgen, 14.10.1996, p. 6.
(2) BRTN, 13.10.1996. (3) Le Soir, 14.10.1996. (4) La Libre Belgique, 15.10.1996. (5) De Morgen, 15.10.1996. (6) La Wallonie, 18.10.1996.

EN BREF

PS et SP ont aussi besoin d'oubliettes

Selon le SP, l'absence de personnalités du SP à la Marche Blanche «n'avait absolument rien à voir avec l'implication du SP dans l'affaire Augusta» (1). Sans blague ?

Le SP et le PS veulent, tout comme le PSC et le PRL-VLD, que toutes ces affaires passent aux oubliettes. Trop de choses peuvent éclater au grand jour dans les affaires Augusta, Dassault et Cools. Le deuxième homme du Haut Comité de Surveillance (HCS), Willy Vermeulen, a été mis de côté — notamment sous la pression du SP et du PS — parce qu'il voulait aller trop loin dans les affaires Augusta et Dassault. L'officier de la police judiciaire du HCS a déclaré avoir déjà signalé en 1990 que des personnes mentionnées dans l'affaire des ballets roses et — plus tard — dans l'affaire Cools en même temps que des personnages d'extrême droite «se réunissaient à Overijse, près de l'endroit où M. Finné avait été assassiné par la Bande du Brabant wallon» (2).

Et malheureusement pour le SP, voilà que surgit l'affaire de la fraude géante avec les fonds de reconversion destinés au chantier naval de Boel. Deux personnages à la tête du holding concerné GIMVINDUS appartiennent au SP : Gerard Van Acker et Roger Malevé.

«A la demande de Vande Lanotte»

Plusieurs journaux, dont le quotidien De Morgen, ont admis que le peloton tactique d'intervention policière à Anvers «n'y était pas allé de main morte» lors des manifestations d'écoliers devant le palais de Justice du jeudi 17 et du vendredi 18 octobre. «Au sein du corps, on fait remarquer que cela tient à demande du ministère de l'Intérieur d'intervenir de façon plus répressive» (3). Plus de 300 arrestations, deux étudiants victimes de fractures d'épaule et du pied, voilà donc les cadeaux du ministre "socialiste" Vande Lanotte (4). Les gendarmes qui ont arrêté le médecin du PTB, Hans Krammisch, à la Marche Blanche ont déclaré agir sur l'ordre explicite de Vande Lanotte. Beaucoup de gens ont voté pour le PS et le SP en 1991 pour «barrer la route au Front National et au Vlaams Blok». Aujourd'hui, PS et SP se servent de ces voix et utilisent les méthodes fascistes pour briser la lutte des jeunes et des travailleurs.

Le commissaire De Mol fait des émules

L'intervention brutale de la police à Anvers «s'explique, selon des sources au sein de la police, par la personnalité du commissaire Den Hondt, qui, depuis deux ans, est considéré comme le candidat idéal au poste de commissaire en chef. Den Hondt profite de toutes les occasions pour appuyer sa candidature, dit-on dans les milieux de la police. Il s'est forgé une réputation de "dur". "Il prend De Mol pour modèle". Allusion au commissaire de police controversé» (3). Beau travail donc de la part de la municipalité anversoise de "socialistes", écolos, CVP et libéraux ! Sous la direction de la bourgmestre Leona Detiège (SP), elle donne le champ libre à un homme qui s'inspire d'un commissaire qui était (est ?) membre du Front National fasciste et sert de modèle au Vlaams Blok.

(1) De Morgen, 17 octobre 1996. (2) BRTN-Terzake, 24 octobre 1996. (3) Metro, De Morgen-Antwerpen, 22 octobre 1996. (4) Solidaire, n°41, 1996, p.6.

«Récupération politique» par... l'avocat et sénateur PS Lallemand

Fait remarquable, l'action en référé Russo-Lejeune de la semaine dernière contre le PTB n'était pas menée par Maître Hissel, l'avocat qui représentait jusqu'ici les intérêts de ces familles, mais bien par le bureau d'avocats du sénateur PS Roger Lallemand. La citation contenait une requête curieuse : interdire le tract du PTB parce qu'«il accuse la gendarmerie». Surprenant ! Tout le monde a entendu un des

parents critiquer sévèrement la gendarmerie en apprenant que celle-ci avait caché pendant un an aux autres enquêteurs les données de son enquête parallèle et secrète sur Dutroux. Cette requête provient donc du bureau d'avocats de Roger Lallemand. Mais qu'a fait ce même Roger Lallemand — qui a obtenu la condamnation du PTB pour «tentative de récupération politique de la marche de commémoration» — le jour de la manifestation ? Il est

allé sans aucun scrupule participer au nom du PS au débat organisé par la RTBf réunissant les parents et les cinq partis traditionnels. Là, ce politicien du PS a pu librement «récupérer» les manifestants et les aligner sur la position du PS : il faut avoir confiance dans notre Etat de (non-)droit, sa justice de classe et sa gendarmerie ! Question «récupération politique», il y a donc bien deux poids, deux mesures...

EN BREF

**Gust Haverbeke :
«Assez de raisons
pour faire grève»**

Gust Haverbeke, secrétaire régional de la CGSP-Limbourg : «Nous exprimons notre mécontentement à propos des mesures budgétaires. Parce qu'une fois de plus, elles frappent les plus faibles : les malades, les pensionnés... C'est une honte que les syndicats n'aient pas réagi contre la prolongation de l'âge de la retraite pour les femmes. Dans le secteur public, nous avons été trompés par le fameux Protocole 88-2 pour lequel le gouvernement nous promettait l'arrêt des privatisations, la priorité à l'emploi statutaire et la revalorisation des services publics. Toutes ces promesses se sont avérées vaines. Au contraire, notre situation a encore empiré. En réalité, cet accord a servi à éliminer la pression syndicale sur les ministres socialistes, de sorte qu'ils puissent élaborer le plan budgétaire en toute tranquillité. Les gens ont perdu leur confiance dans les politiciens : depuis des années ils mènent une politique au profit des riches, imposent des sacrifices aux travailleurs tout en épargnant les nantis et les fortunés, et sont rongés par la corruption. Tout cela explose à présent. En tant qu'organisations professionnelles, nous devons prendre garde à ce qu'on ne nous mette pas dans le même sac que les politiciens et la justice. Nous devons veiller à défendre résolument les intérêts des travailleurs et à prendre position dans la lutte pour une société juste. Notre alternative nous permet de le faire de manière honnête.»

**Daniel Van Daele :
«Nous redevenons
contestataires»**

Daniel Van Daele, secrétaire national FGTB : «La grève de 24 heures de lundi est importante parce qu'elle met en avant l'enjeu essentiel pour nous, celui de l'emploi. Il ne peut y avoir d'augmentation du nombre d'emplois que par une réduction massive du temps de travail avec maintien du salaire et embauches compensatoires. C'est surtout cette revendication qui est mise en avant.

Ensuite, il est inacceptable de s'inscrire dans une négociation interprofessionnelle corsetée comme elle l'est maintenant. Une négociation suppose qu'il y ait quelque chose des deux côtés de la table. La marge des 6,5 %, index et augmentations barémiques compris, signifie qu'il faudra bientôt rendre de l'argent aux patrons !

D'après les échos que j'ai eus, la grève sera très bien suivie par les travailleurs, qui sont prêts depuis tout un temps. D'ailleurs, cette grève ne pourrait réussir par le seul décret d'un état-major. De contestataires, nous étions devenus des "contestés". Nous redevenons maintenant contestataires !

Ily aura également, du côté de la CSC, une participation des TEC, des hôpitaux et des administrations communales.»



Le peuple veut lutter. Pour quelles revendications ?

L'appel à la grève de la FGTB a été bien suivi

La base veut lutter. La grève de lundi l'a montré. Diverses sections CSC avaient aussi appelé à la grève. Des milliers de travailleurs exprimé leurs inquiétudes : emploi et salaires. Mais aussi leur révolte contre un système où les enfants du peuple sont maltraités et assassinés, où Justice et gendarmerie sont du côté des riches.

Jan Vandeputte

Les instances dirigeantes FGTB étaient sous forte pression. Dans les services publics, on est prêt à descendre dans la rue depuis des semaines. Pour défendre le régime des pensions. Mais également pour protester contre les privatisations qui continuent sans désemparer. La CGSP, centrale FGTB des fonctionnaires publics, s'étaient indignées de l'absence de réaction sérieuse contre le plan budgétaire du gouvernement et les pouvoirs spéciaux. Le secteur privé s'insurge surtout contre la norme salariale. Pour la première fois depuis de nombreuses années, certains secteurs avancent des revendications salariales importantes. Aussi, la Centrale Générale, particulièrement confrontée à cette question, a-t-elle pesé considérablement dans l'appel à la grève. La centrale des employés, le SET-Ca, a soutenu l'appel. Les patrons poursuivent leur politique de restructuration et de licenciements. A Liège, elle a conduit à une grève de 24 heures la semaine dernière. Tous ces mouvements ont poussé la FGTB à annoncer une grève générale de 24 heures.

**Système pourri
jusqu'à la moëlle**

Le mécontentement et la résistance s'ajoutent au large mouvement de protestation suscité par l'affaire Dutroux-Nihoul. Dans les deux domaines, les gens se posent des questions fondamentales sur le système dans lequel nous vivons. C'est ce qui apparaît également dans le tract diffusé par la centrale des métallurgistes (CMB) du Brabant :

«Les travailleurs ont été nombreux à réagir de plusieurs manières contre la façon dont la



Volkswagen, lundi matin à 4h30. Une centaine de militants FGTB prennent place devant les diverses entrées de l'usine. Les employés participent à la grève. La CSC ne participe pas officiellement, mais elle a demandé à ses affiliés de rester chez eux. Les routes sont bloquées par des barrières et de pneus en feu. Des groupes de militants vont renforcer les piquets des petites entreprises, car il s'agit de paralyser toute la zone, comme en 1993. Le délégué principal FGTB Rega : «Le gouvernement et la FEB veulent nous imposer une norme salariale. C'est inacceptable. Nous voulons la liberté de négocier.»

justice est exercée dans ce pays. Tous partagent la peine et l'émotion considérables qui bouleversent le pays en raison d'un profond sentiment d'injustice. Mais la violence est aussi sociale : elles s'appellent alors chômage, licenciements, nouvelle pauvreté... Cette violence repose sur les mêmes mécanismes : c'est le règne de l'argent sur l'avenir des hommes, des femmes, des enfants.» Dans ces conditions, chaque mouvement de résistance peut être l'étincelle qui provoque un large mouvement mettant en cause le capitalisme et ses institutions.

L'appel à la grève a été ouvertement mis en cause par certains. Les responsables de la centrale du textile, Wittewrongel et Vanneste, considéraient que l'action était "inopportune" et, reprenant les thèmes nationalistes, ont invectivé les "Wallons qui nous placent toujours devant les faits accomplis". Leur critique contre l'absence de front commun ne servait qu'à camoufler leur refus de s'opposer à la politique du patronat et du gouvernement. La centrale du textile n'en est pas à son coup d'essai en la matière. En 1993, lors de la lutte contre le plan global, elle s'était opposée aux "vendredis rouges" de la FGTB. Cette résistance à la grève et cette agitation nationaliste arrangent bien les partis socialistes qui rêvent depuis longtemps d'une FGTB divisée et paralysée.

Mais la journée de grève a montré l'échec de ces manoeuvres. On a fait la grève partout, y compris en Flandre. Mais on se posait également la question : quelles sont les revendica-

tions ? Contre les lois-cadres qui bloquent les salaires et empêchent la réduction du temps de travail ? Contre les mesures budgétaires par lesquelles on poursuit le processus de privatisation ? C'était bien l'opinion des grévistes et de beaucoup de leurs délégués et secrétaires. Les forces influencées par les partis socialistes ont tenté de canaliser le mouvement dans les limites de la politique gouvernementale. Cette influence se reflète dans les mots d'ordre officiels. Au lieu de rejeter purement et simplement la norme salariale, on demande des interprétations plus souples. On veut une norme qui se base sur "l'augmentation moyenne dans les pays voisins". C'est une façon d'obtenir une marge plus large permettant d'accorder une hausse salariale dans certains secteurs, tout en imposant des restrictions "volontaires" dans d'autres secteurs.

Au lieu de revendiquer clairement une réduction du temps de travail à financer par les patrons, on suggère une formule acceptable pour le PS et le SP : réduction du temps de travail financée par une réduction des cotisations patronales (= salaire indirect), des primes à l'embauche et des allocations de chômage.

En ce qui concerne les lois-cadres, Mia De Vits de la FGTB a déclaré lors d'un débat télévisé avec le patron de la FEB : «Nous acceptons la loi.» Effectivement, son but est de maintenir le mouvement qui lui est imposé par la base dans les limites que lui impose le patronat, le gouvernement et les partis socialistes.

**Des mots d'ordre
corrects**

Beaucoup de délégués, militants et secrétaires ont essayé de donner un contenu correcte aux revendications des gens. Voilà la tâche du syndicat : engager le débat sur le système dans lequel nous vivons en défendant des revendications et des mots d'ordre corrects. La colère suscitée par l'affaire Dutroux-Nihoul doit être traduite en revendications concrètes et correctes contre l'Opération Oubliettes, contre le rôle de la gendarmerie et de la Justice. En ce qui concerne l'emploi, les salaires, la sécurité sociale et les services publics, les gens ne sont pas descendus dans la rue pour qu'on change des points et des virgules dans les négociations.

Non. Ils veulent la suppression des lois-cadres. Ils ne veulent pas entendre parler de norme salariale. Ils veulent qu'on mette fin au processus de privatisation et que les privatisations déjà réalisées soient annulées ou remises en question. Ils s'opposent à toute atteinte aux pensions. Leur souci de l'emploi se traduit dans la revendication de la semaine de 32 heures sans perte salariale, sans flexibilité et avec embauches compensatoires.

Des assemblées interprofessionnelles s'imposent pour dresser le bilan de la journée de grève. Elles permettront d'impliquer pleinement tous les affiliés dans le débat sur deux questions : pour quelles revendications luttons-nous ? Quelles actions proposerons-nous ?

Michel Nollet : «Cessez la division Nord - Sud»

A La Louvière, les sidérurgistes ont donné le ton

Ils étaient quatre mille à manifester à la Louvière, tous secteurs confondus, y compris des syndicalistes de la CSC dont plus de 2.000 sidérurgistes. Boël y était en front commun, FGTB, CSC et CGSLB. A leurs côtés, les Forges de Clabecq ! Durant toute la manifestation, un même mot d'ordre retentissait : **Boël, Clabecq, même combat !**



«Quand le Haut Fourneau de Boël ferme, c'est aussi Clabecq qui reçoit le coup. Les deux usines sont plus liées que jamais», déclare Roberto D'Orazio.

Thérèse Michels

Roberto d'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq, avait déjà annoncé la couleur à une assemblée générale à Clabecq : «C'est depuis 30 ans qu'on divise les travailleurs. Que le patron fait croire aux travailleurs que si on ferme l'autre usine on pourra sauver son usine. Entre-temps, trois quarts de la sidérurgie est fermée. C'est la politique patronale. Quand le Haut Fourneau de Boël ferme, c'est aussi Clabecq qui reçoit le coup. Les deux usines sont plus liées que jamais. Il faut dépasser les préjugés du style : «Les travailleurs de l'autre usine ne sont pas venus à notre manifestation la fois passée, donc nous n'allons pas chez eux.» Nous ne pouvons plus continuer ce jeu. Sinon les travailleurs ne vaincront pas. Il

faut recréer l'unité des sidérurgistes. Seuls, nous ne survivrons pas. Nous devons nous mobiliser quand c'est le moment, pas quand il est trop tard. Devant les 4.000 manifestants, le président de la FGTB Michel Nollet s'est défendu contre ses adversaires : «A ceux qui nous reprochent la récupération, je réponds qu'il n'y a pas de démocratie sans démocratie syndicale. Tous les problèmes de société interpellent les affiliés, nécessairement les organisations syndicales... Qu'on cesse de nous diviser entre le Nord et le Sud. La FGTB a mobilisé partout, en Flandre et en Wallonie. Qu'on cesse de nous diviser entre syndicats. Momentanément, il y a des divergences sur la stratégie à suivre. Mais il y a des points où

nous sommes d'accord avec la CSC. Je cite le président de la CSC dans *Syndicalisme CSC* : «Contre la solidarité dans la misère, non aux cadeaux au patronat sans contre-partie au niveau de l'emploi. Contre les atteintes à l'index, le PS n'aurait pas dû y toucher (vifs applaudissements). Contre la norme salariale, mais aussi pour l'emploi et la Sécurité sociale.» A la demande des ouvriers, Roger Leclerc (président CMB-Boël) prend la parole. Il commence par remercier les Forges de Clabecq : «Il y a longtemps qu'on essaye de nous diviser. Le rapprochement entre les deux délégations a été un premier pas très important. La conférence de presse en front commun, un deuxième. Aujourd'hui, cela

l'est tout autant. Si on ne nous écoute pas au niveau de la Région wallonne, nous irons ensemble à Namur (applaudissements). Nous mettons également en garde les cadres syndicaux. Eux aussi seront une cible privilégiée s'ils ne nous écoutent pas.»

Le tract du PTB contre la censure a été massivement distribué et bien reçu. Un délégué FGTB de Boël a déclaré : «On disait : pas de politique, c'est seulement pour les enfants. Ce n'est pas juste, les gens ont été à cette manifestation pour tout. Il y a un ras-le-bol général, contre le gouvernement, pour les salaires, contre la Justice. Tous les problèmes de société étaient sur le tapis.»

EN BREF

Namur

La solidarité avant tout

Étaient fermés avec des piquets FGTB : la gare, l'atelier central SNCB de Salzinnes, la Poste, Belgacom, Electrabel et le Delhaize de Bouge. Les bus TEC n'ont pas roulé. Étaient bloqués avec des piquets en front commun FGTB-CSC : les Glaceries Saint-Roch Saint Gobain et Sekurit 2000 (Auvélais), Solvay à Jemeppe s/Sambre, Materne-Confloux (Floriffoux).

«Nous regrettons la décision de la direction CSC de ne pas participer à la grève, déclare un délégué CSC de Materne-Confloux. Parfois la base doit donner un coup de pied dans la fourmière. La solidarité passe avant tout. Il faut un syndicat unique.» Un délégué FGTB de la même usine : «Les gens en ont marre. Il faut que ça change. Les vieux partis ne valent plus rien, il faut voter pour de nouveaux partis comme le vôtre.»

Limbourg

Police contre piquet

«Un formidable succès», déclare la CSGSP-Limbourg. Le chemin de fer était complètement à l'arrêt et les bus de De Lijn (TEC en Flandre) immobilisés pratiquement à 100 %. Malgré les mots d'ordre ambigus de la centrale des métallos CMB, tous les travailleurs de l'entreprise Hörmann à Genk — CSC inclus — ont participé à la grève, grâce à un piquet actif. Le piquet de Ford était composé de quarante grévistes. Des délégués de base qui voulaient arrêter les voitures n'ont pas été suivis. La chaîne a néanmoins démarré avec une demi-heure de retard. A midi, un piquet de 100 grévistes a pris position. La police a alors dégagé l'accès avec violence. Les bus qui amenaient les ouvriers non-grévistes sont entrés accompagnés par la police.

Vilvorde

Norme salariale, non. Emploi, oui !

Toutes les entreprises avaient envoyé des délégations au meeting et à la manifestation qui a suivi. Les manifestants scandaient : «Norme salariale, non. Emploi, oui. Une chanson sur la semaine de 32 heures a recueilli beaucoup de succès. Guy Heirman (CMB) et Rik Vermeersch (SETCa) ont pris la parole au meeting, critiquant la politique générale du gouvernement et appelant les directions syndicales à poursuivre la lutte par la mobilisation, par des manifestations et des grèves tournantes.

Bruxelles

La CNE avec la FGTB

Mille personnes au meeting de la FGTB-Bruxelles. Albert Faust (Setca) : «C'est un coup de semonce. Nous allons continuer mais avec un plan. Les objectifs : l'emploi par une réduction du temps de travail (32 heures ou 35 heures, la formule "Rocard" ou la proposition des métallos de Liège), pas de norme salariale (le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi). Il faut l'unité entre Bruxellois, Flamands et Wallons, entre cols bleus et cols blancs, entre FGTB et CSC, contre le gouvernement et le patronat. Nous n'avons pas d'ennemis à gauche. Il faut un plan d'action et s'attaquer au monde des Finances.» Raymond Coumont parle au nom de la CNE, qui avait appelé à la grève. Il regrette le fait accompli de la direction nationale de la FGTB, mais il aurait été absurde de ne pas participer : «Contre le système capitaliste il faut l'unité des travailleurs !» Applaudissements debout de toute la salle.

«On sent la révolte partout»

A Liège, la grève était générale

Alice Bernard

Dès 6h30, le zoning des Hauts-Sarts, sur les hauteurs de Liège, lance l'action : l'accès à l'autoroute E-40 est bloqué par une barrière de pneus en flammes. La SNCB est paralysée depuis dimanche soir. Un millier de militants de la FGTB se retrouvent vers 10h place St Paul, tandis que la CNE et la CCMB se rassemblent devant le bâtiment du Vertbois, siège du Conseil économique régional wallon.

Dominique, ouvrier dans une intercommunale : «Les gens sont dans la rue contre les plans d'austérité, mais aussi pour les problèmes propres à leur entre-

prise.» Chacun sent planer de nouvelles menaces sur l'emploi, à Cockerill-Sambre, à la FN, dans les ALR... «C'est l'avenir de nos jeunes qui est en jeu, ajoute-t-il, on sent la révolte partout. 24h de grève, ce n'est pas assez.»

Pommes pourries ou panier pourri ?

Jean, du Setca, est d'avis que «ce n'est pas assez unificateur d'envoyer les gens dans des actions pour l'emploi ou contre le chômage. Il faut beaucoup plus partir du sentiment généralisé de révolte contre l'injustice.»

Le titre du tract du PTB («le système est pourri jusqu'à l'os») suscite beaucoup de réactions : «Ca c'est un bon titre», disent ceux de Hickson-Manroe. «C'est encore pire que ça, rétorque un métallo. Le système est pourri jusqu'à la moëlle.» Certains délégués trouvent cependant qu'il ne faut pas mélanger les choses. Un permanent CSC : «Le syndicat n'est pas un parti politique. Ce n'est pas lui qui doit diriger ce mouvement des 300.000. Mais il faut soutenir les gens qui y participent et contrôler que les revendications aboutissent.» Liliane, CGSP : «Il ne faut pas mélanger. On va nous taxer de récupération.»

Un militant de Ferblatil : «Pas d'accord avec votre titre. Vous êtes sans nuances. Il y a des Connerotte partout. Dans la gendarmerie aussi.» Réflexion d'un militant du PTB : «Certains disent qu'il faut sortir les pommes pourries du panier. D'autres cherchent les bonnes pommes qui pourraient encore se cacher parmi toutes les pourries. On peut discuter comme ça longtemps. Mais si on en reste là, personne ne dit rien sur le panier lui-même !» Sauf le PTB, encouragé par des «Vous avez raison de défendre votre opinion. Les commissions parlementaires, ça ne sert à rien.»

Fraude au chantier naval de Boel Tamise

Enterrer l'affaire ou creuser jusqu'à ce que la lumière soit faite ?

Les propriétaires de Boelwerf, la société d'investissement Gimvindus et le holding Bege-
mann, ont peut-être détourné 196 millions de francs de subsides au détriment de l'Union Européenne. On veut néanmoins nous faire croire que si fraude il y a eu, c'était pour la bonne cause : elle aurait permis de sauvegarder l'emploi de 115 ouvriers grâce au carrousel des subsides.

Peter Praet

Treize mois après le redémarrage des chantiers navals de Boel à Tamise, après la première faillite de l'entreprise en 1992, la direction a lancé un programme de formation et de reclassement de 115 ouvriers. Il apparaît à présent que son premier souci n'était pas de fournir un meilleur emploi à ces travailleurs, mais d'empocher 196 millions de subsides de la Communauté européenne. A cet effet, la direction avait affirmé que le programme de formation avait déjà commencé depuis un an et elle a recouru aux services d'une petite entreprise bidon, Global Training International. Celle-ci produisait des factures et retournait l'argent ainsi engrangé vers le chantier naval, non sans avoir prélevé une petite récompense sous la forme d'une "commission" de 1,8 million. On ne sait toujours pas clairement aujourd'hui où l'argent a finalement abouti et à quoi il a servi. Mais aucun ouvrier ni aucun responsable syndical ne se souvient avoir jamais entendu parler d'un tel programme de reclassement. L'administrateur de Gimvindus, Roger Malevé, jure par tous les

dieux qu'aucun franc n'a été détourné. Au contraire, déclare-t-il, cette manière peu orthodoxe d'obtenir des subsides a uniquement servi à sauvegarder les emplois des ouvriers de Boel ! Jusqu'à présent, cette théorie, qui arrange bien les responsables, n'a été étayée par aucune preuve. Si l'argent a effectivement été versé au chantier de Boel, il est évident qu'il a servi à financer des dépenses fort diverses, comme c'est le cas pour toutes les autres entrées.

Accompagnement social, reclassement, reconversion : des mensonges

Dans ce cas, on peut aussi bien prétendre que l'argent a servi à financer des avantages et des compensations pour la direction et les cadres ou à payer les notes de frais des administrateurs comme Deleye ou Malevé, ou les véhicules de service... Une fois de plus, les suspects dans ce dossier de fraude tentent de se justifier par de belles paroles sur l'emploi et d'étouffer l'affaire.

Comme dans l'affaire des charbon-



Les propriétaires du chantier naval de Boel-Tamise ont peut-être détourné 196 millions de subsides européens. L'argent devait servir au reclassement d'ouvriers licenciés.

nages du Limbourg et de tant d'autres fermetures d'usines, celle du chantier naval de Boel démontre qu'une faillite ou une fermeture n'est pas un drame pour la grande bourgeoisie. Bien au contraire, elles sont pour elle la source de revenus supplémentaires et d'enrichissement. Via des programmes de reclassement, des primes de reconversion, et autres formes d'aide de l'Etat, les patrons engrangent à nouveau des millions. Et dans les sphères où l'argent se compte par millions et par milliards, la limite séparant les vrais chefs d'entreprise des vrais fraudeurs est plus que mince. Mais entre-temps, les ouvriers ont bel et bien perdu leur emploi.

Les anciens ouvriers de Boel

Tamise se demandent à juste titre combien de scandales et combien de tromperies seront encore dénoncés à propos de leur entreprise. Lode Boeckx, principal suspect dans cette affaire concernant le chantier naval, a également été à l'époque candidat socialiste au conseil d'administration des Charbonnages Campinois. Autre affaire à élucider : celle des crédits accordés à Boel Tamise pour la construction du bateau "Navigator". A ce jour, personne ne sait où ont disparu ces 800 millions. Ensuite, il y a le scandale des terrains du chantier naval. Une société séparée avait été créée pour les gérer. Cette opération a permis de retirer de la faillite une grande partie du capital de Boel. C'était

aussi un moyen de pomper le capital du chantier, qui devait payer un "loyer" de 160 millions de francs par an pour ses propres terrains. Cet argent était versé à... Begemann et Gimvindus.

Le PTB exige

- * toute la vérité sur le financement du chantier de Boel Tamise
- * des peines sévères et l'expropriation des fraudeurs
- * la nationalisation du secteur maritime.

L'Ordre des médecins bat en retraite

Les procès du Limbourg reportés à une date indéterminée

Harrie Dewitte

Depuis le début du mois d'octobre, quinze médecins limbourgeois, dont cinq de Médecine pour le Peuple, sont cités à comparaître devant le Conseil d'appel national de l'Ordre des médecins pour non-paiement de la cotisation depuis 1980.

Huit médecins ont déjà comparu. L'Ordre a annoncé aux sept autres que les séances étaient reportées "à une date indéterminée" suite à des "circonstances particulières".

En premier lieu, il s'agit d'une victoire des patients. Le principal conflit opposant les médecins et l'Ordre est celui de la médecine gratuite. L'Ordre a constaté que les gens sont prêts à se battre pour défendre ce principe. A chaque séance, 50 à 150 patients étaient présents, alors qu'auparavant, tou-

tes ces séances se déroulaient à huis clos. Aujourd'hui, les patients peuvent y assister. C'est le résultat de notre combat pour que les séances soient publiques.

En deuxième lieu, le climat actuel de méfiance à l'égard de la justice en Belgique incite l'Ordre des médecins à ne pas laver son linge sale sur la place publique. L'Ordre lui aussi juge que ce qui est tordu est droit et que ce qui est droit est tordu. Depuis plus de vingt ans, l'Ordre est contesté parce qu'il s'occupe essentiellement des intérêts d'un petit groupe de médecins riches auxquels il sacrifie les intérêts des patients. L'Ordre est contesté pour ses décisions arbitraires. Un exemple flagrant : la suspension pour deux semaines du docteur Lieve Dehaes de Seraing, parce qu'elle avait collaboré à une enquête de Test Achats sur la qualité des laboratoires médicaux.

La moitié de ces laboratoires ne répondaient pas aux normes, sans jamais avoir été inquiétés.

Troisièmement, de nombreuses études scientifiques démontrent qu'une partie toujours plus importante de la population est exclue des soins médicaux, parce que ceux-ci coûtent trop cher.

L'Ordre des médecins ne s'est jamais préoccupé de ce problème. A ses yeux, il est moralement acceptable qu'il existe deux sortes de médecine : une médecine de haute qualité pour ceux qui ont de l'argent et peuvent se payer une assurance privée, et une "assistance" pour les pauvres. L'Ordre trouve le temps de consacrer dix soirées à la poursuite de quinze médecins qui s'engagent depuis des années sans s'enrichir personnellement, mais il n'a jamais trouvé le temps d'examiner la question des spécialistes dont

80 % demandent des honoraires trop élevés.

Quatrièmement, dans son acharnement à faire taire les contestataires dans ses rangs, l'Ordre a commis de graves erreurs. L'affaire a été immédiatement portée devant le Conseil d'appel national, de sorte que les médecins n'ayant pas payé leur cotisation n'ont même pas eu la possibilité de se défendre en première instance. En effet, lorsque l'affaire a été traitée devant le Conseil provincial du Limbourg, il n'y a même pas eu de séance et aucun rapport n'a été rédigé. En outre, l'affaire traîne depuis plus de seize ans et ce n'est qu'à présent que l'Ordre cite les médecins concernés devant son conseil disciplinaire. Enfin, les droits de la défense ont été violés. L'Ordre a refusé la parole au professeur Loucx (et à d'autres) qui défendait la cause des méde-

cins menacés de suspension. Permettre aux patients de témoigner et d'expliquer pourquoi ils défendent leurs médecins, est évidemment tout à fait impensable pour l'Ordre.

Ce succès ne peut que nous encourager à poursuivre notre lutte pour une médecine pour le peuple et pour la suppression de l'Ordre des médecins.

Week-end de rencontre Médecine pour le Peuple et Médecine pour le Tiers Monde : à Dworp du 30 novembre au 1er décembre. La lutte contre l'Ordre des médecins et pour la médecine gratuite figure parmi les thèmes à l'agenda. Des renseignements ainsi qu'un dépliant peuvent être obtenus à l'adresse de Médecine pour le Peuple, Groenplein 19, 9060 Zelzate, tél. 09/344.92.44 - fax: 09/343.09.26.

Au fourneau et au moulin

Boël : Hoogovens impose la perte de mille emplois pour un taux de profit de 12,5 %

Pourra-t-on sauver l'emploi des sidérurgistes usine par usine ? Les délégués de Boël et de Clabecq trouvent cela insuffisant. Ils manifestent donc ensemble à La Louvière. Contre le démantèlement des outils.

Philippe Colin

L'alliance avec le groupe sidérurgique hollandais Hoogovens suscite une vive inquiétude et une grande colère chez les travailleurs des Usines Gustave Boël (UGB) de La Louvière.

Dans une interview accordée au Soir, le n°2 d'Hoogovens a signalé que son groupe envisageait de prendre plus de 50 % des UGB et donc la gestion de l'usine. Il a ajouté que son groupe attendait un rendement de 12,5 % (!) de tous ses investissements. «Quand on sait, souligne Roger Leclercq, délégué principal FGTB, qu'une entreprise sidérurgique fonctionnant bien fournit un rendement de 1 à 1,5 %, on devine sur le dos de qui on atteindrait une telle rentabilité».

A Hoogovens même, cette politique signifie une réduction de 2.000 emplois sur 10.000, après en avoir déjà perdu 6.000 ces dix dernières années.

La lutte centrale...

Hoogovens, autant que Boël, veut fermer la filière fonte (haut fourneau, aciérie et coulée continue) et ne garder à La Louvière que le laminoir et le four électrique. Selon le délégué CGSLB Yvon Staquet, cela représenterait 1.000 emplois menacés (sur 1.800). Sans aucune garantie pour les outils (provisoirement) maintenus. Lors de l'assemblée combative du

vendredi 25 octobre, les délégués du front commun ont dénoncé vigoureusement ce démantèlement. Mais leur position n'était pas très claire sur le maintien inconditionnel de tous les outils. Leclercq, pour la FGTB, exige des préalables : refus de licenciements "secs" ou de prépensions "canada dry", garantie de l'avenir pour dix ans, absence de chômage économique. Georges Tsagaris, pour la CSC, défend le maintien du haut fourneau pour les trois ou quatre ans à venir. Mais n'est-il pas dangereux de parler de ces outils comme s'ils étaient condamnés ? Il faut les défendre jusqu'au bout, car ils représentent l'emploi. La menace qui pèse sur eux n'est pas d'abord le progrès technique, mais la soif de profit du patronat, comme le montrent les intentions d'Hoogovens en matière de rentabilité.

Le complot du PS

Roger Leclercq constate que, comme Boël aux UGB, Robert Collignon (PS), ministre-président de la Région wallonne, condamne la filière fonte des Forges de Clabecq. Leclercq s'en est pris également aux structures syndicales, qui ne font rien pour créer l'unité et riposter au démantèlement de la sidérurgie. Voilà pourquoi les délégations de Boël et Clabecq réalisent l'unité à la base. Leclercq appelle les travailleurs de



Cockerill Sambre à rejoindre le front, même s'il a l'impression qu'il y a un complot des grands bassins (Liège et Charleroi) contre les "bassinets" du Centre et du Brabant wallon. Mais si complot il y a, c'est bien celui du patronat et du PS contre les travailleurs de tous les sites. Collignon, sur base du plan Gandois, veut fermer Clabecq mais il veut liquider autant d'emplois (2.000) à Cockerill Sambre. Tout le monde est concerné. Pour Tsagaris, délégué principal CSC, il faut obliger la famille Boël à recapitaliser l'entreprise. Celle-ci

refuse depuis des années d'investir un franc dans l'usine.

Pas 650 milliards de fortune, mais...

La famille de La Louvière est une des plus riches de Belgique. Mais elle reste très discrète sur l'étendue de sa fortune. Lors d'une réunion avec la direction des UGB, les délégués ont affirmé que Boël possédait une fortune de 50 milliards. La direction n'a pas bronché. Récemment, les délé-

gués ont avancé le chiffre de 650 milliards. «Non, quand même pas», ont répondu les patrons. Ce qui indiquerait que le premier chiffre était raisonnable et placerait la famille Boël à un niveau de fortune similaire à celui d'Albert Frère.

De toute façon, les emplois doivent être garantis. Et Boël, qui a accumulé une fortune colossale sur le dos de générations de sidérurgistes, doit payer cette garantie.

Quand Horizon 2000 signifie Gouffre 2000

Cockerill Sambre Liège en grève contre le plan Gandois

Johnny Coopmans

Ferblatil est l'usine de Gino Russo, père de Mélissa. Dès l'annonce du dessaisissement du juge Connerotte, lundi 14 octobre vers 19h, elle est partie en grève. Sur leur lancée, les ouvriers ont contesté le plan Gandois pour Cockerill Sambre dont Ferblatil est une division. Ce plan prévoit la suppression à Liège et à Charleroi de deux mille emplois pour l'an 2000, d'où son nom Horizon 2000.

Un ouvrier de Ferblatil explique sa colère : «La justice a laissé mourir la fille de Gino, et malgré notre grève, ils ont dessaisi le juge Connerotte. Maintenant, Gandois veut condamner la sidérurgie qui est notre gagne-pain. Nous sommes à bout, nous ne nous laisserons plus jamais faire».

Le plan Gandois est appelé "Gouffre 2000" ou "Apocalypse now" par les ouvriers. Les travailleurs de Liège ont débrayé

contre ce projet patronal.

Perte d'emploi pour les uns, plus de stress pour les autres

Vendredi 18 octobre, à Seraing, plus de mille métallurgistes du bassin liégeois se sont rassemblés à l'appel du front commun syndical. René Piron pour la FGTB et Louis Smal pour la CSC ont présenté leur alternative : réduction du temps de travail à 35 heures à partir du 1er janvier 1997 et à 32 heures pour l'an 2000. Car, ajoute Piron, les prépensions et les départs naturels ne permettront pas de supprimer plus d'un millier d'emplois. Mais même la suppression de mille emplois est inacceptable. Piron ne dit-il pas, à juste titre, que la direction de Cockerill Sambre n'est pas capable de trouver un seul poste inutile aujourd'hui ? Tous les travailleurs sont déjà

surchargés. Eliminer mille ou deux mille postes entraînera donc un accroissement considérable du stress pour ceux qui resteront. Les travailleurs ont donc intérêt à défendre le maintien intégral de l'emploi et celui des outils.

Sur cette base, lors de l'assemblée du vendredi 18 octobre, plusieurs ouvriers avaient collé sur leur bleu de travail l'affiche du PTB : "Grève jusqu'au retrait total du Plan 2000".

Une double lutte contre le capitalisme

Les ouvriers liégeois sont restés en grève jusqu'au mercredi 23 octobre. Ils attendent maintenant les mesures concrètes prises par la direction pour appliquer le plan Horizon 2000.

Cet arrêt de travail a une double importance.

Premièrement, il s'inscrit dans les

luttés sidérurgistes contre la stratégie patronale de démantèlement des emplois dans l'acier. En juin dernier, les ouvriers des Forges de Clabecq ont débrayé une semaine contre les menaces de fermeture de leur usine. En septembre, ceux de Boël ont arrêté 24 heures. Les travailleurs de Cockerill, usine compétitive et modèle de restructuration aux yeux de la bourgeoisie, rejoignent maintenant le front du refus.

Il est temps que ces luttes par usine n'en forment plus qu'une (avec Sidmar, où 1.750 emplois sur 5.600 sont menacés) : contre cette politique générale de suppression d'emplois, contre le plan Gandois qui prévoit ces pertes (2.000 à Cockerill Sambre, à Clabecq et à Boël chacune). Et cela, aux frais des patrons. Dans ce sens, la manifestation en commun des travailleurs de Boël et de Clabecq lundi 28 octobre est un premier pas vers cette unité indispensable.

Deuxièmement, les sidérurgistes sont à la pointe du combat pour contrer l'opération Oubliettes. Que ce soit à Sidmar, à Boël, à Fafer, à Cockerill Sambre Charleroi ou Liège, ils ont débrayé pour obtenir la vérité dans les affaires d'enlèvement d'enfants. Les travailleurs ont bloqué les gares et les carrefours, ils ont manifesté devant les maisons de Dutroux et les palais de Justice. Car c'est cette même Justice qui défend les patrons contre les travailleurs. C'est elle qui impose les astreintes lors des grèves. C'est la gendarmerie qui fiche les syndicalistes et les grévistes. C'est elle qui s'attaque aux manifestants qui défendent leur emploi. Il n'y a donc pas deux luttes séparées. Toutes deux participent à un seul et même combat : contre la logique capitaliste de destruction des emplois et contre l'Etat dont les appareils (Justice, gendarmerie, etc.) protègent cette logique.

Le romancier Orwell était informateur des services secrets britanniques

Des générations d'enfants ont été "éduqués" par *La ferme des animaux*, déformations anticommunistes de George Orwell contre la grande révolution de 1917. Des documents officiels récemment dévoilés révèlent qu'Orwell collaborait avec les services de renseignement britanniques. L'engouement de la bourgeoisie et des trotskistes pour Orwell prend dès lors un sens nouveau.

Lalkar, journal de l' "Indian Workers Association" (1)

Dans ses écrits, en particulier *La ferme des animaux* (2), 1984 (3) et *La Catalogne libre* (4), Orwell a donné libre cours à son anticommunisme débridé. Bien que ses écrits n'aient que peu de valeur artistique, il a été largement publié et ses oeuvres ont figuré sur la liste obligatoire des livres à l'usage des écoles, pour la simple raison qu'elles satisfaisaient un but politique des plus intéressants pour la bourgeoisie du monde entier.

Orwell, suivant en cela le modèle déjà établi par l'anticommuniste notoire Trotski, jouait au défenseur des principes de la révolution en protestant contre la "corruption" supposée de ses idéaux dans l'Union soviétique de Staline. Tout qui est au courant des réussites miraculeuses de la construction du socialisme en URSS, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, de ses succès culturels, ou de la contribution héroïque de l'URSS à la défaite de l'Allemagne nazie, ne saurait être abusé par les calomnies mensongères d'un Orwell. Malheureusement, des millions de gens de par le monde ignorent tout des développements de l'URSS de cette époque et ont puisé leurs "connaissances" à son sujet dans les écrits "savants" de scribouillards bourgeois de l'espèce d'Orwell.

Un parallèle de l'histoire soviétique

A l'occasion du 50e anniversaire de la publication de *La ferme des animaux*, un certain Stuart Jefferies écrit ceci : «Chaque moment de



Scoop sensationnel : Orwell était lui-même le "Big Brother", la dictature qu'il prétendait dénoncer...

l'histoire soviétique est repris en parallèle dans le roman. On peut retrouver la révolution dans l'expulsion du fermier Jones par le prolétariat des animaux unis. La guerre civile russe se retrouve dans la "bataille de l'étable", au cours de laquelle les tactiques inspirées du cochon Snowball (Trotsky) aident à vaincre les humains mieux armés. L'ascension de Staline se retrouve dans celle du cochon Napoléon, protégé par ses chiens féroces (le KGB). Tout au long du roman, en outre, nous pouvons saisir l'usure constante des idéaux révolutionnaires, l'effondrement de la dictature du prolétariat et sa transformation en dictature aux mains d'un petit nombre de personnages cyniques; ou encore comment l'Union soviétique en vint à travailler avec les capitalistes, alors qu'elle ne cessait de préten-

dre à cor et à cris qu'elle les enterrerait.» (4)

Orwell était même plus réactionnaire que Winston Churchill, le premier ministre britannique. Ce dernier au moins avait eu le bon goût d'attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour reprendre publiquement sa croisade anticommuniste. Orwell ne pouvait réfréner son anticommunisme, même au plus fort de la guerre, lorsque le sort de l'humanité se décidait dans la titanique épreuve de force entre la Russie soviétique et l'Allemagne nazie au moment de la bataille de Stalingrad. Il écrivit *La ferme des animaux* en 1943. L'un après l'autre, les éditeurs refusèrent son livre. Même les éditeurs bourgeois eurent plus de respect qu'Orwell. Faber refusa le livre, de même que Victor Gollancz. La réaction de ce

dernier : «Nous ne pouvions décemment pas le publier à ce moment. Ces gens (les Soviétiques) venaient de sauver nos peaux à Stalingrad.»

Orwell célébré par la bourgeoisie et par Trotski

Réalisant l'imminence de la reprise de la bataille idéologique entre le capitalisme et le communisme et reconnaissant toute l'utilité du texte de mauvais goût d'Orwell dans la lutte contre le communisme vainqueur du fascisme, Secker & Warburg acceptèrent de publier *La ferme des animaux*. Fredric Warburg en reporta cependant la publication après la guerre. Celle-ci terminée et l'impérialisme engagé dans la guerre froide, l'heure d'Orwell sonna. Cinq ans après sa sortie, 25.000 exemplaires reliés du livre avaient été vendus en Grande-Bretagne et 590.000 aux Etats-Unis durant les quatre années qui suivirent sa publication en 1946. Comme M. Jefferies le fait remarquer à juste titre, bien que «nombre de ceux qui avaient lu le livre étaient des gens de droite attirés par un roman dans lequel un ex-socialiste reniait ses croyances (...), le livre était avant tout destiné aux fidèles, à ceux qui croyaient que l'Union soviétique constituait la voie et la vérité».

Au vu de son caractère diffamatoire contre Staline et le communisme, l'ouvrage d'Orwell a recueilli les louanges et les larges récompenses de la bourgeoisie. Celle-ci avait compris que l'apparent vernis "gauchiste" des écrits d'Orwell n'avait aucune importance comparé à son contenu imaginaire et contre-révolutionnaire. Il était très facile

"La ferme des animaux" cinquante ans



En 1943 à Stalingrad, les Soviétiques infligent la première grande défaite à l'armée allemande. C'est à ce moment que Orwell écrit son pamphlet anticommuniste *La ferme des animaux*, qu'aucun

pour la bourgeoisie d'adopter cette voie qu'elle avait déjà empruntée deux décennies plus tôt envers les attaques pseudo-gauchistes et radicale de Trotski contre Staline et l'URSS. Voici leur analyse : «Déjà en 1903, Trotski maîtrisait parfaitement l'utilisation à des fins de propagande de ce que Lénine appelait "des slogans ultra-révolutionnaires qui ne lui coûtaient rien".

de conspiration, Kahn et Sayers ont observé avec une grande acuité les attaques d'apparence ultra-gauchiste et radicale de Trotski contre Staline et l'URSS. Voici leur analyse : «Déjà en 1903, Trotski maîtrisait parfaitement l'utilisation à des fins de propagande de ce que Lénine appelait "des slogans ultra-révolutionnaires qui ne lui coûtaient rien".

L'historien Furet payé par une fondation américaine

Spécialiste de la Révolution française, l'historien français François Furet est aussi l'auteur du livre *Le passé d'une illusion - Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*. Cet ouvrage prétend dénoncer le "système totalitaire" ou les prétendus "points de convergence" entre Staline et Hitler, entre

communisme et fascisme, deux idéologies «à la fois très puissantes, très éphémères et très néfastes». Depuis sa parution en janvier 1995, il est devenu un ouvrage "de référence" anticommuniste, propagé par la bourgeoisie et la social-démocratie. Dans le Soir du 4 mars

1995, Jean Rebuffat le compare à l'ouvrage d'Orwell, 1984. Furet est très utile à la croisade anticommuniste, étant un ancien "compagnon de route" du Parti communiste français. Il parle donc soi-disant en connaissance de cause. *Le Monde Diplomatique*

d'août 1996 révèle comment François Furet a reçu 470.000 dollars (14 millions de FB) de la fondation américaine Olin. Comme d'autres, cette fondation finance des chaires dans les universités les plus prestigieuses des Etats-Unis. «Il s'agit de "renforcer les institutions économiques,

politiques et culturelles sur lesquelles est basée l'entreprise privée", selon la brochure de la Fondation Olin, qui consacrait déjà, en 1988, 55 millions de dollars à cet objectif. Il va de soi qu'avec des sommes pareilles, le généreux donateur a le droit de nommer les professeurs qui vont occu-

per les chaires et diriger les centres d'études», écrit Susan George. Parmi les bénéficiaires de ces libéralités, figure François Furet, «qui a reçu 470.000 dollars en tant que directeur du programme John M. Olin d'histoire de la culture politique à l'université de Chicago».

Les animaux", ans de propagande anticommuniste



«faite à l'armée nazie, modifiant le cours de l'Histoire. Et c'est durant cette année-
maux, qu'aucun éditeur n'accepte alors d'éditer.

Maintenant, à l'échelle mondiale, Trotski poursuivait le développement de la technique de propagande qu'il avait originellement employée contre Lénine et le Parti bolchevik. Dans d'innombrables articles, livres, tracts et discours ultra-gauchistes aux accents violemment radicaux, Trotski commença à attaquer le régime soviétique et à en appeler à son renversement par la violence - non parce que c'était un régime révolutionnaire, mais bien un régime, comme il le disait, "contre-révolutionnaire" et "réactionnaire".

**"Des slogans
ultra-
révolutionnaires
ne coûtant rien"**

Du jour au lendemain, de nombreux militants routi-

niers de l'antibolchevisme abandonnèrent leur ancienne ligne de propagande trotskiste et ouvertement contre-révolutionnaire pour adopter la nouvelle manière trotskiste, plus souple, d'attaquer la Révolution russe "à partir de la gauche". Dans les années qui suivirent, il devint tout à fait naturel pour des personnages de l'acabit de Lord Rothermere ou de William Randolph Hearst d'accuser Joseph Staline "de trahir la Révolution".»

1. Lalkar, septembre-octobre 1996.
2. Orwell, G., *Animal Farm*, London, 1945; New York, 1946.
3. Orwell, G., *Nineteen Eighty-Four*, London, 1949; New York, 1949.
4. Orwell, G., *Homage to Catalonia*, London, 1938; New York, 1952.
5. Jefferies, S., *An arable paradise*, in *The Guardian*, 9 août 1995.

Big Brother : Orwell lui-même

Le héros des troskistes était une balance

Tous les prolétaires du monde entier dotés d'une conscience de classe ont considéré Orwell comme un anticommuniste rabique et un agent de la bourgeoisie impérialiste, en dépit de son vernis "gauchiste". Mais comme il fallait s'y attendre, la "gauche" trotskiste, elle, porta Orwell aux nues.

Aujourd'hui, la bourgeoisie embarrasse ces pauvres petits contre-révolutionnaires en révélant qu'après tout Orwell n'était en réalité qu'un informateur de la police.

Des documents dévoilés par le Bureau des Archives publiques (Public Record Office) le 10 juillet 1996 révèlent qu'Orwell avait offert de procurer à l'unité secrète de propagande anticommuniste des affaires étrangères, associée aux services de renseignement, «une liste de journalistes et d'écrivains qui, à mon sens, sont des cryptocommunistes, des compagnons de route ou qui tendraient à l'être et en qui par conséquent on ne devrait pas avoir confiance». Orwell fit cette proposition en 1949, peu de temps avant sa mort, à cette unité mise sur pied en 1948 par le gouvernement d'Atlee, prétendument en réponse au «développement de la menace communiste contre le tissu entier de la civilisation occidentale (c'est-à-dire l'impérialisme)».

Des papiers livrés au public par le Bureau des Archives publiques au cours de l'été 1995 ont révélé que cette unité, appelée Département de Recherche d'Informations (IRD - Information Research Department), utilisait les services d'écrivains, de dirigeants et de politiciens travaillistes pour propager de la désinformation sur l'URSS, les démocraties populaires d'Europe de l'Est et les Partis Communistes occidentaux de Grande-Bretagne, de France et d'Italie. Des personnalités littéraires comme le philosophe Bertrand Russell, le poète Stephen Spender, et Arthur Koestler (autre choucou de la fraternité trotskiste) avaient été enrôlés par l'IRD dans le but de produire du matériel de propagande anticommuniste au cours de la guerre froide.

Parmi les politiciens travaillistes au service de l'IRD figurent Attlee, Denis Healey et Vic Feather. Avec ses



Dans "1984", Orwell se déchaine contre le "totalitarisme", tout en dénonçant des sympathisants communistes...

300 fonctionnaires, l'IRD canalisait la plus grande partie de ses fausses informations via des déclarations ministérielles, via les ondes de la si "objective" BBC ou encore via la presse et les missions diplomatiques britanniques à l'étranger. L'IRD estimait, par exemple, que «les anniversaires révolutionnaires russes devaient être l'occasion de références à Trotski, Zinoviev et Boukharine, ainsi qu'à d'autres "amis proches" de Lénine», indiquant clairement leur caractère contre-révolutionnaire.

C'est à cette infâme unité anticommuniste, l'IRD, que le socialiste M. Orwell a proposé de transmettre des noms d'écrivains et de journalistes soupçonnés de sympathies communistes. Toujours selon ces mêmes documents, une fonctionnaire de l'IRD, Celia Kirwan, rendit visite à Orwell dans un sanatorium de Cransham où il suivait un traitement contre la tuberculose. Après sa visite, elle raconta à ses collègues : «J'ai discuté de certains aspects de notre travail avec lui en toute confiance. Il a été enchanté d'en prendre connaissance et il a exprimé son approbation cordiale et enthousiaste pour nos objectifs.» Trop malade pour contribuer lui-même au travail de propagande des services secrets, Orwell transmit à Kirwan des noms de collaborateurs potentiels. Début avril, Orwell écrivit à Kirwan à propos de sa liste de "suspects". Il ajoutait que le carnet renfermant ces noms se trouvait à son domicile londonien et il insista pour que cette liste soit traitée comme un document "strictement confidentiel", car cela constituerait

un acte de diffamation de traiter quelqu'un de "compagnon de route". Cette liste ne figure pas au nombre des papiers dévoilés, mais une carte placée vis-à-vis de la lettre d'Orwell à Kirwan dit qu'un document a été retiré du lot par le Foreign Office ! Les papiers livrés au public révèlent en outre que l'IRD promouvait la publication dans diverses langues de l'allégorie anticommuniste d'Orwell, *La ferme des animaux*. Un fonctionnaire de l'ambassade britannique au Caire nota avec approbation : «L'idée est particulièrement bienvenue en ce qui concerne l'arabe, vu qu'aussi bien le cochon que le chien sont considérés comme des animaux impurs par les musulmans.» L'IRD promut avec enthousiasme la publication de *La ferme* en arabe afin de contrer le développement de la lutte révolutionnaire anti-impérialiste des masses arabes. L'unité était particulièrement effrayée à l'idée de voir se répandre le communisme au riche royaume pétrolier d'Arabie saoudite, notamment parmi les travailleurs de ce secteur.

Réalisant que la propagande anticommuniste est beaucoup plus efficace lorsqu'elle provient de sources apparemment radicales, déclarant sur tous les toits qu'elles soutiennent les buts défendus par le communisme, l'IRD consacra un zèle tout particulier à utiliser des publications anticommunistes qui sonnaient "à gauche", notamment l'hebdomadaire travailliste "de gauche", *Tribune*. «De nombreux articles de cette revue peuvent effectivement servir les buts de ce département», déclarait l'IRD.

**Infiltration
et recrutement
de leaders
syndicaux
de droite**

Les documents révèlent également que l'IRD était profondément infiltrée dans le Congrès des Syndicats (TUC - Trade Union Congress), qu'elle joua un rôle actif dans le démantèlement du mouvement syndicaliste international à la fin des années quarante, et qu'elle exerça des pressions contre les syndicats qui soutenaient le Conseil national en faveur des Libertés civiles

(NCCL - National Council for Civil Liberties). Dans une note de 1949, un important fonctionnaire de l'IRD mettait en garde contre le fait que le NCCL «était lourdement noyauté par les communistes et qu'il était principalement utilisé, en fait, pour attaquer notre administration coloniale et nos politiques en ce domaine chaque fois que l'occasion se présentait».

Au sein du TUC, le principal contact de l'IRD n'était autre que Vic Feather, qui allait devenir plus tard secrétaire général de ce même Congrès. Nous disposons donc de la confirmation officielle de l'actif partenariat entre la bourgeoisie, l'intelligentsia petite-bourgeoise, la social-démocratie et les leaders syndicaux de droite. Avec toute la passion dont il était capable, Orwell combattit la naissance d'une nouvelle société, le communisme, qui seul procure à l'humanité un avenir brillant, libre des tourments de la faim, libre de l'anxiété et de l'insécurité du chômage. Dans le *Guardian* du 11 juillet, Richard Norton-Taylor et Seumas Milne écrivaient : «La révélation est susceptible de heurter de nombreux admirateurs d'Orwell, aux yeux desquels il constitue une icône radicale du XXe siècle.»

**"Land and
Freedom"
basé sur une
fiction d'Orwell**

En fait, ces admirateurs, à savoir les trotskistes, ont été tellement heurtés et embarrassés qu'on a pas entendu un seul murmure dans leurs rangs. Récemment, on y promouvait pourtant à grand tapage la fable réactionnaire de Ken Loach, *Land and Freedom*, basée sur la fiction contre-révolutionnaire rédigée par Orwell sur la guerre d'Espagne et intitulée *La Catalogne libre*. Les récentes révélations ne constituent rien moins qu'un nouveau clou dans le cercueil du trotskisme. Le contre-révolutionnaire Orwell, avec son radicalisme de surface, a bien servi l'impérialisme. Son temps est révolu; on n'a plus besoin de lui. Par conséquent, la bourgeoisie peut se permettre de nous livrer la vérité.

Ca s'est passé près de chez nous

Le chanteur Claude Semal raconte une épouvantable soirée vécue par sa soeur *

C'était la veille de partir en vacances. Mes bagages n'étaient évidemment pas encore faits, le-courrier-urgent-à-poster-absolument-avant-de-partir pas encore timbré, et voilà que le téléphone sonne. J'apprends que ma soeur vient de se faire arrêter à cent mètres de chez elle pour "conduite en état d'ivresse", que sa bagnole a été saisie, qu'elle est au commissariat d'Ixelles, que ses mômes sont à la maison, et est-ce que je peux aller voir ce qui se passe ?

Claude Semal

Ma soeur a 39 ans, elle est instit. L'alcool au volant, c'est pas vraiment son truc, mais bon, c'est les vacances, et tout le monde un soir peut avoir envie de décompresser. Je tire Anne-Françoise du lit, et nous voilà une demi-heure plus tard au guichet du commissariat de la place Fernand Coq. J'explique poliment au policier de garde que je suis son frère, que je voudrais voir ma soeur, et que si elle n'est pas en état de conduire, je souhaiterais pouvoir la ramener chez elle.

Le "charmant préposé" commence à m'engueuler, me dit qu'il ne veut pas me voir là, et que si j'insiste, c'est moi qu'il va faire souffler dans le ballon... Comme il a le regard plutôt flottant et que cette menace dans sa bouche semble un peu surréaliste, je lui demande ironiquement s'il ne veut pas d'abord lui-même faire la même chose. Il bredouille "qu'il vient de manger" (?). Je réitère donc ma demande et je vais m'asseoir sur un banc. J'attends. Je demande régulièrement des nouvelles de ma soeur : le préposé me répond qu'elle « n'est pas en état de me voir ».

A un moment, il disparaît pendant vingt minutes (le témoin d'un vol, qui venait témoigner, attendra avec moi son retour pendant plus d'un quart d'heure). J'ai tout le temps de noter quelques détails : sous un journal, il y a des vidanges de bouteilles de bière dans la poubelle de la garde. Derrière le comptoir, on aperçoit une cellule sur un écran : le commissariat est visiblement équipé d'un réseau vidéo interne.

Sur le circuit de l'accueil, on ne voit qu'une cellule vide (plus tard, on y enfermera un chien errant, puis les cambrioleurs d'une voiture). Le policier revient finalement, me dit que ma soeur va pouvoir sortir « mais qu'elle met beaucoup de temps pour se rhabiller ». Je pense innocemment qu'on lui a fait une prise de sang, mais comme on le verra par la suite, cette phrase avait une tout autre signification. Vers trois heures du matin, je récupère ma soeur qui tombe en larmes dans mes bras. Elle n'est absolument pas saoule (le dernier test indique 0,47 gr) mais elle est par contre fort choquée : elle a été insultée et une femme policier l'a obligé à se mettre à poil dans la cellule. Elle ne sait pas pourquoi. Elle n'a pas été fouillée. On ne l'a pas touchée. Elle se sent terriblement humiliée. On va boire un café à l'Amour Fou, qui est en train de fermer, et on essaie de comprendre ce qui a pu se passer. Ma soeur avait été boire un verre avec son ami tunisien dans un bowling d'Ixelles où elle va de temps en temps. Il faisait beau, elle était en vacances, elle a bu sur toute la soirée trois bières et un whisky (ce qui explique qu'au moment de son "arrestation", elle était sans doute juste au-dessus du seuil autorisé). Vers la fin de la soirée, un copain d'origine marocaine — un patron de bistrot — est passé par là avec deux amis. On a refusé de les servir au comptoir « parce que l'un d'entre eux avait un training » (traduction : "une gueule d'arabe"). Comme ils voulaient boire un verre ensemble, ils ont été au "bar américain" à côté. Rebelotte, et nouveau refus de les servir (ce qu'ils ne savaient pas, c'est que les



Gendarmerie et police n'agressent pas seulement les manifs de jeunes (photo), mais aussi dans la vie quotidienne...

deux bistrots ont en fait le même patron). Ils sont ressortis ensemble sans faire d'histoires (bien qu'ils eussent sans doute été en droit d'en faire) et se sont séparés. Ma soeur et son ami ont encore discuté une dizaine de minutes sur le trottoir, puis ils sont montés dans sa voiture.

Foutue à poil au commissariat

Ma soeur a été arrêtée à 500 mètres de là — à cent mètres de chez elle — par trois bagnoles de flics dans le pur style rodéo — queue de poisson, etc. — ce qui laisse penser que le patron du bowling avait peut-être téléphoné au commissariat d'Ixelles, et que cette rencontre n'était pas totalement fortuite. La suite de l'histoire, voici comment moi je la vois. Une belge qui est avec un arabe dans une bagnole à minuit, pour un flic raciste de base, c'est une pute. Et les putes, ça se fait foutre à poil. Ca se fait foutre à

poil dans un commissariat, sans d'autre raison que de l'humilier, pendant que dans la pièce à côté, tous les mâles présents se rinent l'oeil sur la vidéo interne en riant grasement, avec des photos de femmes à poil sur tous les murs. Et moi, cette image de femme nue dans une cellule, ça me fait penser aux camps, à ces récents cris de haine dans les rues de Marseille, à ces policiers qui devraient faire respecter le droit et qui le bafouent — et ça me soulève le coeur. D'accord, on ne l'a pas touchée, elle n'est pas comme tant d'autres "tombée dans les escaliers", on l'a "simplement" foutue à poil. De la torture "light".

Ma soeur a porté plainte auprès de la police des polices. Elle a aussi accepté que je raconte cette histoire. On ne se fait pas beaucoup d'illusions. Ce sera la parole de ma soeur et la mienne contre celle des flics. Et on a beau être alcoolique, raciste et avoir un QI de PQ, on n'en est pas moins un flic assermenté. On se dit simple-

ment que porter plainte chaque fois que ce genre "d'incidents" arrivent permettra peut-être, les plaintes s'accumulant, de désigner les policiers ripoux qui transforment les commissariats en zones de non-droit.

Quant au bourgmestre d'Ixelles, le Vicomte de Jonghe d'Ardoye, qui s'était distingué cet été en voulant interdire "Camping Cosmos" et les seins de Lolo Ferrari et qui paraissait encore récemment devant les télévisions avec de la morale plein la bouche parce qu'on fouillait une maison de pédophile à Ixelles, il serait bien inspiré de se demander pourquoi et comment les policiers dont il a la charge ont pu foutre à poil une mère de famille et institutrice de 39 ans parce qu'elle avait, un beau soir d'été, 0,47 gr d'alcool dans le sang.

* Repris de la revue *Le Chien Écrasé*, 17/96, p.3, avec l'aimable autorisation de Claude Semal.

Des centaines de cadavres sur les plages espagnoles

Dans le détroit de Gibraltar, l'Europe assassine chaque jour

Myriam De Ly

«Vingt-cinq émigrants clandestins sont portés disparus. Deux autres corps ont été retrouvés sur la côte marocaine». A peine une ligne dans le journal (1). Venus du Maroc dans une petite barque de fortune, ils voulaient traverser le détroit de Gibraltar (8 km), l'un des plus dangereux au monde. Ils ont laissé leur famille, vendu leurs quelques biens et contracté des dettes pour les 30.000 F du petit bateau pourri qui les a conduits à la mort. Apercevant un bateau de la

police espagnole, ils ont sauté à la mer, espérant atteindre la côte à la nage. Cela leur a été fatal. Combien de milliers d'Africains périssent ainsi chaque année ? On ne peut que dénombrer les cadavres échoués sur les plages. En 1992, on en a trouvé 250 à Tarifa, un village de pêcheurs près de Gibraltar. La Guardia Civil patrouille avec des bateaux, des hélicoptères. De janvier 1995 à septembre 1995, 2.302 personnes ont été déportées par les autorités espagnoles. Ces drames sont la conséquence

directe des accords de Schengen, par lesquels les Etats européens, l'Allemagne en tête, veulent endiguer l'immigration (2). L'Espagne, l'Italie et le Portugal constituent la "ligne de front" qui doit barrer la route à l'immigration africaine. Le Maroc est considéré comme un "état-tampon". «Autour de Melilla, l'enclave espagnole au Maroc, on est en train d'installer, pour 500 millions de dollars — financés pour moitié par la CEE — la "frontière 2000", qui doit protéger la Communauté contre l'afflux d'étrangers. Tout intrus sera détec-

té par un radar sismique, apparaîtra comme un point rouge sur un écran vidéo du poste de police le plus proche et pourra être arrêté trente secondes plus tard grâce à une route construite spécialement le long de la frontière.» (3) Mais la misère poussera toujours les gens à partir au risque de leur vie.

Ali, immigré marocain, revient du Maroc : «Je me suis rendu compte à quel point la situation est devenue grave. Tout est cher. Avant les pauvres achetaient des abats de mouton. Maintenant, ils

n'en ont même plus les moyens. Il n'y a pas de travail. Les jeunes, même diplômés, errent dans les rues. Les routes sont épouvantables. Près de Nador, le roi s'est construit un nouveau palais. C'est révoltant. Le seul espoir pour beaucoup de jeunes, c'est sortir du pays.»

1. Le Soir, 11 octobre 1996. 2. Anne Maesschalk, Fermeture des frontières et fascisation des Etats européens, *Etudes Marxistes*, n°28. 3. Vandervelpen, Jos, Les voilà qui arrivent!, EPO, 1993, p.206.

«Enfin, voilà le peuple uni. Il était temps !»

An ou Loubna, le peuple ne fait pas de différence

Dimanche dernier, Belges et immigrés, Flamands et Wallons manifestaient dans les rues de Bruxelles. La colère face à la justice de classe et le combat contre l'Opération Oubliettes ont uni les travailleurs.

Eddy Maes

Le président du CVP, Van Peel, a évoqué les allocutions de Dutroux pour présenter les Wallons comme des profiteurs et donner une nouvelle impulsion vers une scission de la sécurité sociale. Cette tentative de récupération n'a rencontré qu'un faible succès. Le fait que ce soient des enfants de Flamands, de Wallons et d'immigrés qui soient touchés dans l'affaire Dutroux-Nihoul a rendu les travailleurs conscients d'être dans la même galère, dans un même système d'exploitation décadent et corrompu. L'intervention de Nabela Ben Aïssa, soeur de la petite Loubna, a impressionné tous les travailleurs. Elle a contribué ainsi de manière importante à l'unité entre Belges et immigrés et à la lutte contre le racisme. Ce n'est pas un hasard si les travailleurs de Volkswagen-Forest, l'entreprise où le père Ben Aïssa travaille de nuit, ont été les premiers à se mettre en grève après l'arrêt de la Cour de cassation. Et quelle erreur incompréhensible cet oubli du nom de Loubna sur la stèle à la gare du Midi.

Dimanche passé, on a vu beau-

coup de familles immigrées à la marche. Cela n'a rien d'extraordinaire. Comme l'expliquait un ouvrier marocain de VW, les immigrés ressentent quotidiennement la justice de classe. Ils sont confrontés presque chaque jour aux forces de répression raciste. Le fait que le système ait étalé sa turpitude au grand jour, et que, par réaction les travailleurs descendent dans la rue, a donné aux immigrés l'occasion de manifester leur colère. Il est important que les travailleurs belges se rendent compte que ce n'est que par l'obtention de l'égalité complète des droits pour les immigrés que cette unité dans la lutte pourra être renforcée.

Lien entre prostitution et inégalité

Il apparaît dans les interviews des manifestants que de plus en plus de travailleurs défendent les droits égaux. Pour Johnny De Mot, un travailleur de rue s'occupant des enfants prostitués à Bruxelles, il existe clairement un lien entre la prostitution enfantine et l'inégalité des droits : «Tant que les jeunes

n'auront pas de droits politiques, ils ne seront pas écoutés. Les enfants d'immigrés et de réfugiés doivent avoir les mêmes droits.» (1)

Le «dimanche noir» aura bientôt cinq ans, mais ce seront aussi les cinq ans de l'initiative Objectif 479.917. C'est pourquoi cette dernière programme des activités à Anvers, à Gand, à Bruxelles et à Charleroi le week-end des 23 et 24 novembre. L'unité manifestée dans l'affaire des enfants disparus pourra s'y concrétiser en une revendication claire : l'acquisition automatique de la nationalité belge pour les immigrés vivant dans le pays depuis cinq ans.

Les politiciens bourgeois n'ont pas la moindre pudeur. La main sur le coeur, ils assurent qu'ils feront «tout pour les enfants». Et pourtant, non seulement ils sabrent dans les allocations familiales mais ils privent de moyens d'existence les enfants de réfugiés clandestins. Les allocations du CPAS sont systématiquement supprimées.

Des familles entières vivent de la charité des institutions et des voisins. Beaucoup de ces enfants, surtout à Bruxelles, ne peuvent aller à l'école. Leur santé se détériore car ce n'est qu'en dernière extrémité qu'ils pourront voir un médecin ou aller à l'hôpital, dont ils sont encore souvent rejetés.

1. Solidaire, n° 39, p.7.



Incompréhensible oubli : l'absence du nom de Loubna sur le panneau, gare du Midi. Mais les gens ont rectifié de suite.

«Ici, leurs histoires communautaires ne prennent pas»

Nombreuses réactions contre racisme et nationalisme à la Marche Blanche de Bruxelles

Danny Verdeur, 32 ans, de Erps-Kwerps, Wallon vivant en Flandre, employé à Toyota.

«Les politiciens sont des hypocrites. Ils se foutent du peuple. Chaque fois qu'une affaire risquait d'éclater, ils ont lancé leurs querelles communautaires. C'est aberrant d'avoir trois ou quatre gouvernements pour un même pays. Mais cette fois, leurs histoires communautaires ne prendront pas : 275.000 francophones et néerlandophones marchent unis aujourd'hui. Moi-même, je suis un Wallon vivant en Flandre.»

Jan et Lisette, de Hamont (Limbourg), enseignement et secteur social, 38 ans.

«J'ai trouvé effroyable que des gens aient, tout au début de cette affaire, supposé que ça pourrait bien être un étranger. On le voit bien : le plus grand saligaud qui sévit pour le moment en Belgique, est un Belge. Je ne dirai sûrement pas un Wallon, car je rejoindrais certains politiciens, ce que je ne veux absolument pas.»

Roger, chauffeur de bus bruxellois, 51 ans : «Le fédéralisme prend une solide gifle ici. Ils

veulent diviser les Flamands et les Wallons, mais ça concerne tout le monde, tous les Belges et même plus largement. C'est la mise en pratique de la devise nationale "l'Union fait la force". C'est la première fois dans l'histoire du pays que le peuple se mobilise pour revendiquer autre chose que l'argent, l'emploi, etc. Seulement pour la justice.

À propos du racisme, je travaille depuis deux ans à la STIB. Quand un ami m'a conseillé de m'y faire embaucher, j'ai répondu : "Oui, pourquoi pas, mais ce sont surtout des Marocains là-bas." Eh bien, maintenant, j'ai vu que ce sont des gens très bien. Ils travaillent parfaitement, il n'y a aucune différence. Ils sont très aimables et même plus civilisés que certains Belges. Les Marocains de la deuxième génération sont devenus tout à fait comme des Belges.»

Nous sommes humiliés tous les jours

Diop, 44 ans, photographe d'art. «Dès que j'ai vu cette marche, je me

suis dit qu'enfin les Belges se sentent belges et non pas flamands et wallons, parce que l'union fait la force. Je trouve que tout le monde devrait avoir la nationalité belge. La terre n'appartient ni aux Wallons ni aux Flamands; elle appartient à tout le monde.

Je voudrais dire à tout le monde, sans exception de nationalité, que la justice est l'affaire de tous. J'ai deux filles et depuis ces événements, j'ai peur que ça puisse leur arriver.»

Salem Boujraf, ouvrier chez Volkswagen Forest, avec sa femme et ses enfants.

«Nous avons aussi des enfants et nous voulons savoir la vérité. Vous savez, il n'y a jamais eu d'égalité ou de justice pour nous. Moi-même, je n'ai encore eu aucun problème. Mais dans mon quartier d'Ixelles - j'habite tout près de la famille Ben Aïssa - on contrôle mes papiers jusqu'à cinq ou six fois par jour. En présence de ma femme et de mes enfants. C'est humiliant.» (De Morgen, 22.10.96.)

Un invalide gantois.

«Evidemment, je suis choqué par les politiciens qui sont en train de

diviser la Belgique. Un signe d'égoïsme. Je suis convaincu que la majorité des gens ne veut pas la séparation. Ce sont finalement les riches qui veulent se débarrasser des pauvres.»

Avoir les mêmes droits

Jelle, 13 ans, de Heule : «Ma maman a été frappée par la gendarmerie un jour qu'elle était en compagnie d'un ami marocain.»

Philippe, 34 ans, entrepreneur à Ypres : «C'est regrettable que cette unité entre les gens, par delà la langue et la couleur de peau, n'apparaisse que dans une situation si triste, en période de misère. La langue et la couleur de peau ne devraient jouer aucun rôle.»

Nathalie 20 ans, **Théa** 17 ans, **Annelies** 17 ans, étudiantes de Welle : «C'est chouette. Habituellement, on ne s'entend pas, c'est la pagaille. Aujourd'hui, on marche tous ensemble. Ça devrait toujours être comme ça.

L'attitude des partis envers les immigrés doit s'améliorer. Prenez le Vlaams Blok, si c'est pour

répandre de telles conceptions, il vaut mieux se taire. Les autres partis assurent qu'ils se sont engagés à améliorer la situation sociale des immigrés, mais ce n'est pas du tout le cas en réalité.»

Selim, 17 ans : «On a tous le même but. Il y a une énorme solidarité, pas de racisme. Ça devrait toujours être comme ça.»

Wim Van Gossem, 15 ans, élève d'école professionnelle, Geel.

«Il est très important que tous les travailleurs se soutiennent. Toute personne qui vit en Belgique devrait finalement avoir les mêmes droits.»

Simone, 43 ans, enseignante.

«Enfin, voilà le peuple uni. Il était temps! C'est lamentable qu'il faille un événement pareil pour ressouder les liens entre les gens. S'il pouvait y avoir des choses gaies qui nous réunissent.»

Georges, de Court-Saint-Étienne et Louvain-la-Neuve, employé commercial.

«Il faut de grands événements pour ressouder les gens. Cette marche va avoir l'effet d'une étincelle dans la voie de l'unité entre Flamands et Wallons.»

Guerre dans l'est du Zaïre

Conséquence du soutien occidental au racisme et à l'impunité

La région des Grands Lacs au coeur de l'Afrique s'embrase. Quarante millions d'être humains de différents pays risquent d'être impliqués dans la guerre.

Tony Busselen et Dirk Van Duppen

«Nous avons des problèmes avant, mais quand les Hutu du Rwanda sont arrivés, les choses se sont compliquées. La situation est devenue plus dangereuse depuis que le gouvernement essaie de nous prendre nos terres et nous dit que nous devons quitter le pays et retourner au Rwanda. Mais ils ne peuvent pas nous forcer parce que nous savons comment nous battre, alors que l'armée zaïroise ne le sait pas.» (1) Le journal britannique *The Guardian*, qui publie ce témoignage d'un Banyamulenge zaïrois, reflète très bien ce qui se passe dans la province orientale zaïroise du Sud-Kivu : «Les Banyamulenge ont été battus, attaqués à coups de pierres ou de couteaux par leurs voisins, d'autres ont disparu dans les prisons zaïroises, ne réapparaissant que pour leurs funérailles.» La guerre qui a éclaté dans le courant de ces dernières semaines dans l'est du Zaïre est la conséquence de l'épuration ethnique menée contre les Tutsi locaux par l'armée et les autorités zaïroises, soutenues par les milices hutu provenant des camps de réfugiés. Le commissaire zaïrois du district d'Uvira, Shweka Mutabazi, a ouvertement incité la population à s'emparer des possessions des Banyamulenge et à constituer des milices pour les combattre. Le 8 octobre, après une réunion avec les autorités militaires, le vice-gouverneur du Sud-Kivu a donné sept jours aux 220.000 Banyamulenge pour quitter la région. Quelques jours plus tard, le général zaïrois Eluki Monga Aundu a décrété l'état de guerre dans toute la région. (2) Cette guerre est la conséquence de la politique de "diviser pour régner" menée depuis des années par le régime Mobutu qui aujourd'hui, en raison de la maladie du dictateur, menace encore plus de s'effondrer. Les

Banyamulenge vivent depuis plusieurs siècles au Zaïre, ils parlent le Kinyarwandais et sont considérés comme des Tutsi. En 1981, une loi a été votée, selon laquelle ils devaient prouver que leurs grands-parents habitaient dans la région avant 1885 s'ils voulaient conserver les droits civils zaïrois (3). En 1991, une enquête officielle a même été organisée au sujet de l'origine des personnes de la province du Kivu qui parlent la langue rwandaise. A cet effet, les contrôleurs ont étudié leur constitution physique, leur connaissance en langues, et ils ont consulté des notables locaux à propos de l'origine familiale des "suspects". (4)

Les conséquences de l'idéologie raciste et de l'impunité après le génocide rwandais

Mais ce sont surtout les grandes puissances qui portent la responsabilité principale des massacres actuels, avec leur soutien permanent au racisme haineux. Notre presse continue de parler comme si de rien n'était d'une "lutte entre Hutu et Tutsi", soutenant ainsi la politique raciste de l'Etat zaïrois et des assassins rwandais. Il faut ajouter à cela la situation d'impunité qui perdure depuis le génocide rwandais en 1994 et qui pousse toute la région vers l'abîme. Pour les grandes puissances occidentales, on peut impunément assassiner et inciter aux massacres en Afrique centrale, au nom d'une idéologie fasciste. Au cours du premier semestre de cette année, une véritable épuration ethnique a été organisée contre les Tutsi dans la région de Masisi, au Nord-Kivu, par l'armée zaïroise en collaboration avec les milices hutu fascistes des camps. C'est à peine si notre presse en a fait mention. Pendant deux ans, l'ancienne armée rwan-



Camp de réfugiés dans la région de Masisi au Zaïre.

daise a pu s'entraîner et s'armer dans les camps de réfugiés zaïrois. La Libre Belgique signale du reste qu'au cours des dernières semaines, cette armée s'est préparée très intensément à une attaque contre le Rwanda. (4) Pour cette armée, la guerre totale est la seule chance de revenir au pouvoir et de poursuivre le génocide. Cette politique menace à nouveau de se retourner comme un boomerang contre ceux qui la mettent en oeuvre. C'est que les Banyamulenge s'avèrent être des adversaires redoutables. Ils sont mieux motivés, entraînés et organisés que l'armée zaïroise qui s'occupe surtout de piller des civils sans armes. 80% du parc automobile des organisations humanitaires au Sud-Kivu ont été saisis par l'armée zaïroise "à des fins militaires". En plus, les Banyamulenge peuvent compter sur le soutien des pays voisins, le Rwanda et le Burundi. Le nouveau Rwanda n'a jamais laissé planer le moindre doute sur le fait qu'il ne tolérerait pas éternellement les provocations des milices fascistes des camps de

réfugiés et de l'armée zaïroise.

Après la menace de l'Etat zaïrois d'expulser les 220.000 Banyamulenge vers le Rwanda, la réaction de l'armée rwandaise était manifestement un acte de légitime défense. Par ailleurs, il existe aussi au Rwanda et au Burundi des forces qui pensent à annexer des parties de l'actuel Zaïre. Ces forces menacent d'être manipulées par l'impérialisme des Etats-Unis qui, par le biais d'une guerre entre

Africains, veut redistribuer les cartes afin de garantir, à plus long terme, son hégémonie sur cette région.

1. *Le Soir*, 22 octobre 1996. 2. Update du département des affaires humanitaires de l'ONU, 9 octobre 1996. 3. 1885 est la date de la conférence de Berlin qui a fixé les frontières coloniales. 4. Colette Braeckman, *Le Zaïre et ses régions. Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, 1992, Lille, URA, p. 39. 4. *La Libre Belgique*, 22 octobre 1996.

Conférence-débat : Qui veut déstabiliser le Kivu ?

Avec Emmanuel Nashi, président de l'association Sima-Kivu, et Privat Rutazibwa, journaliste rwandais. Organisée par le Centre International en collaboration avec le CERDA (Centre d'Éducation et de Réflexion

pour le Développement des Communautés Africaines) et la Ligue Anti-Impérialiste.

Vendredi 22 novembre à 20h au Centre International, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Les USA jouent avec la vie de millions d'Africains

Les impérialistes, vautours autour d'un charnier

En Afrique, ce sont surtout les impérialismes français et américain qui s'affrontent pour l'élargissement de leur zone d'influence. Avec ses 10.000 soldats, la France est la plus présente sur le continent. Elle considère que la récente proposition américaine de créer une force d'intervention africaine vise à réduire la France à un rôle subalterne. (1) Avec l'opération Turquoise, la France a opté pour une alliance forte avec le régime Mobutu. Il n'est donc pas étonnant que, la semaine passée, le premier ministre zaïrois Kengo Wa

Dondo ait fait la navette entre Paris et Lausanne, où séjourne Mobutu, malade, avant de s'en prendre violemment au Rwanda dans une déclaration. (2) Pour sa part, la Belgique tente de défendre son influence dans la région en se profilant, tout comme elle l'a fait pendant la guerre entre le régime Habyarimana et le FPR, comme intermédiaire entre les deux parties en conflit. Mais quelle est la stratégie des Etats-Unis dans la région ? Les stratèges américains comptent sur l'effondrement du Zaïre et y

adaptent leur stratégie. Ils optent pour une stratégie à long terme en vertu de laquelle, à travers une guerre civile, la région serait réunifiée sous la direction de forces ayant prouvé leur efficacité et leur fidélité aux Etats-Unis. «Parmi les principaux pays africains, aucun n'est aussi important que le Zaïre. Le Zaïre est potentiellement riche. Il a de grandes réserves en cobalt, en diamant industriel, en cuivre, ainsi que d'importantes réserves de zinc, d'étain, de manganèse, d'or, de niobium et de tantalum. Par

ailleurs, le Zaïre est un des plus grands pays africains et a des frontières avec neuf pays. ... Dans le passé, la stabilité et l'unité du Zaïre étaient l'élément principal pour le gouvernement américain... Cette approche pourrait bien s'avérer complètement désastreuse... Le soutien à une province ou région séparée serait une politique extraordinairement risquée qui pourrait conduire à la guerre civile (c'est la situation qui risque de se produire maintenant, ndlr). Mais si l'alternative consiste à sombrer

plus loin dans l'anarchie, les Etats-Unis pourraient se voir contraints d'opter pour la voie risquée. ... tout en montrant clairement qu'ils préfèrent une éventuelle réunification dans un Etat démocratique unifié (lisez : qui nous est loyal, ndlr) plutôt qu'un partage permanent.»

1. *International Herald Tribune*, 21 octobre 1996. 2. *Libération*, 24 octobre 1996. 3. Toutes les citations proviennent de Reform, conflict, and security in Zaïre, Steven Metz, Strategic Studies Institute, ministère américain de la Défense, 5 juin 1996.

Etat, fascistes et mafia : un trio indissociable

L'argent sale utilisé contre les révolutionnaires turcs et kurdes

Voici un mois, la gendarmerie opérait une série de rafles dans des institutions kurdes comme Med-TV et le parlement kurde en exil. Cette opération était téléguidée depuis Ankara, où le 10 juillet, le chef de la gendarmerie belge, De Ridder, et les services de sécurité turcs ont signé un accord de coopération (1).

Joseph Koba

Les autorités turques et belges tentent de criminaliser l'opposition kurde en invoquant des délits de racket, de blanchiment d'argent, de trafic de drogue et d'êtres humains (2). Or, aucune de ces accusations n'est fondée. En fait, l'Etat turc mise sur ces calomnies pour détourner l'attention du peuple de ses propres crimes.

Les affaires maffieuses et les règlements de compte entre gangs fascistes font quotidiennement la une des journaux turcs. Récemment, Alaaddin Cakici (Tchakidji), grand baron de la mafia turque et homme de main de feu le président Turgut Özal, a fait assassiner son vieil acolyte Tevfik Agansoy ainsi que l'un des gardes du corps de la vice-premier ministre Tansu Ciller (3). Si cette affaire oppose deux fascistes notoires du Parti d'Action Nationaliste (MHP), elle souligne aussi le rapport étroit entre la mafia fasciste et l'Etat.

Entre la mafia, le MHP et l'Etat, il existe un véritable lien organique. La contre-guérilla et la police sont sous le contrôle idéologique direct du MHP. Le 21 septembre dernier, à Yüksekova (Kurdistan turc), la police turque a "découvert" un gang en uniforme composé de six membres de la contre-guérilla et de quatre policiers, opérant sous l'autorité du loup gris Selim Serdar. Ce dernier est le chef du commando de la section "Opération Spéciale" à Hakkari. Il aurait aussi joui de la complicité du président du MHP à Yüksekova, Tahir Öztepe. Les gangsters de Yüksekova ont dépossédé et assassiné de nombreux paysans en se faisant passer pour des guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK (4). Même la

presse la plus réactionnaire reconnaît implicitement l'innocence du PKK dans cette affaire (5).

La mafia est omniprésente dans le système judiciaire. Elle exerce une influence sur certains avocats et juges dans des affaires de corruption. Le juge Can Özbay, connu pour ses affinités envers les militants inculpés du MHP, est un agent du MIT, les services secrets turcs (6).

La mafia du sexe gagne des millions de dollars par nuit

Parmi les activités des maffiosi, on compte l'encaissement de dettes mais aussi la vente des terrains appartenant à l'Etat : la mafia a des branches dans les métropoles, elle encourage le développement des bidonvilles (7). Dans une ville comme Istanbul où circulent 800.000 véhicules pour moins de 34.000 places de parking, les opérations sur le lotissement de parkings sont aussi une source de revenus considérables (8). La mafia turque organise en outre un important trafic d'oeuvres d'art et d'antiquités.

Mais les secteurs les plus lucratifs sont indiscutablement le trafic d'organes, la prostitution et le trafic de stupéfiants. Depuis l'effondrement de l'URSS, un nombre effrayant de jeunes filles roumaines, russes, bulgares ou polonaises viennent vendre leur chair sur le marché de la prostitution dans les villes turques de la mer Noire. Ces femmes appelées pudiquement "Natacha" étaient étudiantes ou travailleuses sous le système socialiste; certaines sont si jeunes qu'elles ont à peine connu le socialisme... De ce commerce inhumain, la mafia du sexe retire



Oya Gökbayrak, présidente de la "Plate-forme pour le droit et la liberté", militant dans un bidonville d'Istanbul, a été arrêtée par la police le 13 octobre. Celle-ci a "découvert" 17 grammes d'héroïne dans l'accoudoir de sa chaise roulante. Une manière de criminaliser les révolutionnaires.

en une seule nuit trois à quatre millions de dollars (8).

Le nazisme à la sauce turque

Il existe en Turquie de nombreuses organisations fascistes tels le Parti de la Prospérité et le Parti de la Grande Union, s'articulant sur l'Islam et le panislamisme, mais le fer de lance du mouvement fasciste est le MHP, présidé par l'ex-colonel Türkes. Celui-ci prône "une Grande Turquie national-socialiste et agressive de Vienne à la Chine" (9). Le programme du MHP se résume en neuf principes : les *neufs lumières*. Celles-ci sont le nationalisme, l'idéalisme, le moralisme, le corporatisme, le scientisme, le populisme, le technocratie, le progressisme, la

défense et la liberté de la paysannerie (9). Le progressisme version Türkes s'est matérialisé par la création en 1969 de la Confédération des syndicats ouvriers nationalistes (MISK) dont le seul but était de briser le syndicalisme de classe développé par la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DISK). En s'intéressant à la paysannerie, le MHP ciblait le recrutement des couches les plus réactionnaires de la population, car, dans les villes, la lutte ouvrière était considérable (10).

La pierre angulaire de l'idéologie fasciste est l'anticommunisme. C'est dans le cadre de la répression contre les communistes que le MHP a créé dans les années 60 les commandos des "loups gris", organisés dans les "Associations de lutte contre le communisme",

les "Brigades de Vengeance"... Les loups gris ont assassiné 2.124 révolutionnaires entre les coups d'Etat militaires de mars 1971 et de septembre 1980 (11). Depuis 1980, ces organisations paramilitaires n'existent plus sous un statut civil. Elles se sont toutes fondues dans l'appareil d'Etat : contre-guérilla, MIT, police... Cependant, le recrutement des "loups gris" est toujours assuré par les foyers de l'Idéal (Ülkü ocagi) dont on dénombre 800 locaux en Turquie (12). La propagande fasciste du MHP trouve un écho particulièrement retentissant parmi la jeunesse issue de la "high society" (12).

En Belgique, ce parti est en bons termes avec l'ancien VMO et le Vlaams Blok : au congrès du MHP, qui s'est tenu en mai 1980 à Anvers, Joris Claeys a déclaré qu'il fallait chercher l'intérêt des Flamands surtout dans le "dénominateur anticommuniste" (13).

Avant 1980, les fascistes turcs agissaient comme des milices non-gouvernementales, bien que leurs assassinats politiques aient été observés avec bienveillance par les autorités. Depuis, l'Etat turc a absorbé toutes les forces politiques et militaires contre-révolutionnaires parmi lesquels les fascistes du MHP, qui apparaît aujourd'hui comme son bras armé.

1. *Turkish Daily News*, 10 juillet 1996. 2. *Solidaire*, 25 septembre 1996. 3. *Kurtulus*, 7 septembre 1996, p. 37. 4. *Aydinlik*, 29 septembre 1996, pp. 4-5. 5. *Türkiye*, 28 septembre 1996. 6. Black book on the militarist democracy in Turkey, *Info Türk*, Bruxelles, 1986, p. 56. 7. *Info Türk*, n° 226, mai/juin 1996, pp.3-4. 8. *Cumhuriyet*, 10 mai 1996. 9. Cl. Renglet, 40 millions de Turcs ou la démocratie sauvage, Paris-Bruxelles, 1977, p. 205. 10. *Nouvelles de Turquie*, n° 22/23, 1981, p.13. 11. *Kurtulus*, 14 octobre 1995, p. 25. 12. *Turkish Daily News* 16 décembre 1993, p. 4. 13. *Nouvelles de Turquie*, 22/23, p. 21.



La répression conjuguée des milices fascistes et des forces de répression de l'Etat n'ont fait qu'accroître la résistances des familles des quartiers les plus attaqués.

L'arme de la drogue dans la croisade contre-révolutionnaire

Les fascistes sont réputés pour leurs implications dans des affaires de drogue. En 1972, le sénateur fasciste Kudret Beyhan a été arrêté en France avec 146 kg d'opium (1). En 1979, la police allemande interpelle le plus grand marchand de drogue de Berlin, un fasciste turc dont la protection était assurée par les "loups gris". Dans son domicile, on découvrit des reçus de dons aux fascistes pour un montant d'un demi-million de mark (2). Lors des dernières élections du 24 décembre 1996, le député et candidat du MHP à Izmir, Ali

Riza Gürbüz, a été arrêté à Zürich avec 40 kg d'héroïne pure et 150 kg de matière de fabrication de stupéfiants. Parmi les 6.300 trafiquants de drogue arrêtés sur le territoire turc, la plupart ont des relations directes avec le MHP et la police (2). D'après le secrétaire général d'Interpol et d'après la DEA (Drugs Enforcement Administration), le trafic de drogue rapporte annuellement à la mafia turque deux à trois milliards de marks (3). L'argent de la drogue sert à financer le MHP, mais aussi à armer des organisations fascistes internationales : la mafia turque a fi-

nancé par le trafic de drogue l'armement des fondamentalistes afghans contre l'URSS, des mollahs iraniens contre l'Irak et des "contras" au Nicaragua (4).

En Turquie, la police tente de développer le trafic de drogue et d'ouvrir des bordels dans les endroits où la résistance populaire est la plus intense.

1. *Nouvelles de Turquie*, n° 22/23, octobre-novembre 1981, pp.14-15. 2. *Kurtulus*, 21 septembre 1996, p. 40. 3. *Cumhuriyet*, 10.5.96. 4. *Le Soir*, 15 janvier 1981.

EN BREF

Italie

Des milliards pour le développement détournés

Des politiciens italiens ont détourné à leur profit une quarantaine de milliards de francs belges de l'aide destinée aux plus pauvres du globe. De 1982 à 1992, l'Italie a consacré près de 850 milliards à des projets dans le tiers monde. Seulement 7 % de cette somme ont effectivement bénéficié aux populations du tiers monde. Le reste a disparu sous forme de pots-de-vin dans les poches des politiciens italiens et de leurs amis au pouvoir dans le tiers monde ou a été investi dans des projets uniquement profitables aux entreprises italiennes qui les ont exécutés. Craxi, premier ministre de 1983 à 1987, a placé des hommes de confiance aux postes-clés, ce qui lui a permis d'empocher l'essentiel des pots-de-vin. Mais les autres partis ont également eu leur part du butin. Ils se sont notamment partagé les régions du tiers monde : l'Ethiopie revenant à la démocratie chrétienne, la Somalie et le Maghreb aux socialistes et les pays "moins intéressants" comme l'Angola et le Mozambique aux euro-communistes. (De Morgen, 16 octobre 1996)

Tiers monde

Misère croissante

James Gustave Septh, l'administrateur du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement de l'humanité) s'insurge contre le libéralisme imposé au tiers monde. «Près d'1,6 milliards d'individus vivent plus mal qu'au début des années 80», déclare-t-il. (Le Monde, 11 octobre 1996)

Chine

Développement économique

La Chine socialiste, le plus grand pays du tiers monde, connaît une croissance économique que n'égale aucun pays du tiers monde appartenant au système capitaliste.

Près de 85 % des ménages sont équipés d'un téléviseur et la production nationale atteint actuellement 28 millions de postes par an. La production locale d'appareils d'air conditionné s'élèvera à 10 millions d'unités en 1996. L'épargne des ménages est actuellement de 3.000 milliards de yuans (10.710 milliards de FB). (L'Echo, 12 octobre 1996)

Moyen-Orient

L'Europe et les Etats-Unis en conflit

Lors de leur réunion au sommet à Dublin le 5 octobre, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement européens ont déclaré que l'Union européenne doit s'occuper activement des négociations israélo-palestiniennes, parce que la paix au Moyen-Orient est essentielle pour l'Europe. Les Etats-Unis et Israël ont réagi plutôt froidement à la déclaration européenne. Warren Christopher, ministre américain des Affaires étrangères, a loué le rôle des Européens comme "bailliers de fonds des Palestiniens", mais il considère qu'ils doivent se limiter à ce rôle. David Levy, ministre israélien des Affaires étrangères, estime que «les Européens, au même titre que les Etats-Unis, peuvent encourager et accompagner le processus de paix, mais nous ne tolérerons pas les pressions, les menaces, les conditions et les diktats». (NRC Handelsblad, 7 octobre 1996)



L'initiative "Mille Collines" a organisé le mois dernier une manifestation devant le monastère de Maredret pour exiger que soient condamnés les criminels rwandais qui résident en Belgique.

Condamnez-les !

Manifestation contre les meurtriers rwandais

«L'idéologie génocidaire est à la base de la guerre actuelle au Kivu», déclarait Colette Braeckman le 25 octobre au Centre International à Bruxelles.

Tony Busselen

«La communauté internationale porte une grande responsabilité dans cette affaire, déclare Colette Braeckman. L'Occident a introduit l'idéologie génocidaire. D'abord au Rwanda et au Burundi. Le virus a également contaminé le Zaïre. Les forces de l'ancien régime génocidaire rwandais et les soldats pillards de l'armée zaïroise ont déclenché la guerre contre les Tutsis résidant au Zaïre. Cette idéologie génocidaire ne peut se développer que grâce à l'impunité. Et là aussi, l'Occident porte sa responsabilité. Des assassins rwandais responsables du génocide résident même en Belgique.»

Le endredi 1er novembre,

l'initiative "Mille Collines" de la LAI organise une manifestation à la basilique de Koekelberg pour protester contre l'impunité. Le 1er novembre est le jour où les Belges commémorent leurs morts. Les Rwandais, eux, ne peuvent les commémorer dignement. Les morts ont été jetés dans les rivières et les latrines, ensevelis dans des fosses communes...

La manifestation se déroule à la basilique de Koekelberg, où des responsables du génocide se réunissent en sous-sol. Une centaine de membres du "hutu power" s'y sont réunies le 21 juin. Ce mouvement politique est à l'origine du génocide de 1994. Parmi les personnes présentes figurait Séraphin Rwabukumba, beau-frère

d'Habyarimana et financier des milices interahamwe et de la radio raciste "Mille Collines". Cet homme réside en Belgique sans être inquiété.

La manifestation commence à 9h30. Au programme : chansons, djembé, témoignages de survivants du génocide, dépôt de chrysanthèmes en hommage au million de Rwandais massacrés. Jean Bosko Safari et Cécile Kayirebwa ont accordé leur collaboration.

Ecole du tiers monde

Le 16 novembre, Privat Rutazibwa, prêtre rwandais, résistant et écrivain sera l'hôte de l'Ecole du tiers monde de la LAI. Il parlera du rôle de l'Eglise dans le génocide et de la guerre à l'est du Zaïre, au Centre international, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Pour tous renseignements : tél. 02/513.53.86.

Accusations fausses contre Mumia

Le révolutionnaire Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 pour l'assassinat présumé d'un policier. Veronica Jones, le témoin principal durant le procès il y a quatorze ans, a déclaré le 1er octobre dernier avoir été mise sous pression par la police pour accuser Mumia devant le tribunal de Philadelphie.

En 1981, peu après le meurtre, Jones avait été arrêtée sous l'accusation de prostitution et de vol. Elle a déclaré récemment au tribunal : «Les policiers me disaient que j'en aurais pour 15 ans de prison. J'avais vingt ans et je ne voulais pas être séparée de mes enfants.» A trois reprises, elle avait reçu la visite de détectives qui lui promettaient de l'aider à condition qu'elle désigne Abu-Jamal comme l'assassin.

Témoin arrêté à l'audience !

Pendant l'audience qui a duré deux heures, Veronica Jones a été menacée ouvertement par le procureur qui voulait qu'elle se rétracte. Ne parvenant pas à la convaincre, il a purement et simplement demandé son arrestation sur place pour l'émission d'un faux chèque en 1992. Malgré les protestations des avocats d'Abu-Jamal contre cette inacceptable pression, le juge a ordonné l'arrestation du témoin. Après l'incident, les sympathisants d'Abu-Jamal se sont rendus à la maison communale en scandant «Free Veronica, free Mumia !» Ils ont récolté de l'argent pour payer la caution de 10.000 \$ (300.000 FB) pour la libération de Veronica.

(Workers World, 10 octobre 1996)

Travailleurs sociaux au trou

Etats-Unis : distribution gratuite de nourriture interdite

Tony Busselen

A San Francisco, des travailleurs sociaux ont été arrêtés à plus de 700 reprises au cours des deux dernières années. Leur crime : avoir distribué gratuitement de la nourriture à des sans-abri. «Ils nous arrêtent parce que, par notre action, nous faisons prendre conscience aux gens de leur droit fondamental à la nourriture», déclare le militant Hugh Mejia. Les quatre dernières années, les allocations aux familles avec enfants ont été réduites de 14 %. Les programmes alimentaires scolaires pour 26 millions d'enfants et les bons alimentaires pour 5,9

millions de femmes enceintes ont également été supprimés. Cinq millions d'enfants des Etats-Unis se couchent la faim au ventre et, chaque année, 23.000 enfants meurent des conséquences de la misère. (1)

Aide sociale privatisée

Les entreprises privées considèrent les pauvres comme un marché. La firme Curtis & Associates qui organise de prétendus groupe d'entraide "pour la recherche d'emploi" vend des "biscuits d'encouragement" au prix de 120 F la

douzaine. (2)

Les pouvoirs publics veulent contraindre les pauvres à accepter des emplois précaires, sinon ils perdent toute assistance. Les grandes entreprises sont prêtes à reprendre ce rôle. «Le grand nouveau venu sur ce marché est le fabricant d'armes Lockheed, écrit l'Herald Tribune. Un département non militaire de Lockheed tente de décrocher un contrat de 563 millions de dollars de l'Etat du Texas. Et pour Lockheed, ce n'est qu'un début. L'entreprise a engagé récemment des personnalités des services sociaux des Etats du Texas, d'Oregon et d'Alabama. "Nous approchons

ce nouveau marché comme nous le faisons pour tous les autres marchés", déclare Holli Ploog, responsable de Lockheed. Le marché a connu une expansion il y a peu, lorsque Bill Clinton a signé une loi imposant aux Etats de lourdes amendes s'ils ne parviennent pas à mettre les assistés sociaux au travail après deux ans. Pour ces Etats, il s'avère aujourd'hui avantageux de conclure des contrats avec des firmes privées pour leur sous-traiter le contrôle des allocations sociales.» (2)

1. Third World Resurgences n° 72/73. 2. The Herald Tribune, 16/9/96.

Nicaragua ou la révolution trahie

Le fascisme somoziste de retour au pouvoir

Dix-sept ans après que la révolution sandiniste ait chassé le dictateur fasciste Somoza, l'extrême droite arrive au pouvoir. Comment comprendre ? Le récit d'une révolution détruite par la social-démocratie.

Pol De Vos

L'ancien bourgmestre d'extrême droite de Managua, Arnaldo Alemán, remporte les élections par 48% des voix, dépassant les 45% requis pour être élu au premier tour. Le Front sandiniste (FSLN) et son candidat, l'ancien président Daniel Ortega, récoltent 39%. Les 22 autres partis ne réunissent que 15%. Les sandinistes qui, durant les années 80, avaient symbolisé pour beaucoup de progressistes l'espoir de libération ont à nouveau été battus, comme lors des précédentes élections il y a six ans. Comment expliquer cette défaite ?



Les sandinistes qui, durant les années 80, avaient symbolisé pour beaucoup de progressistes l'espoir de libération ont à nouveau été battus, comme lors des précédentes élections il y a six ans. Une conséquence de la "social-démocratisation" du FSLN.

Influence croissante de la bourgeoisie

En 1979, l'année de la révolution sandiniste, le FSLN représentait un large front politique. Le soutien accordé au FSLN par une partie importante de la bourgeoisie a conduit à une influence croissante de celle-ci au sein du front sandiniste. La tendance social-démocrate a gagné de plus en plus de terrain. Dans le FSLN, il n'y avait pas de parti marxiste-léniniste qui puisse combattre cette influence.

Ce processus a également été marqué par la pression croissante émanant de la guerre d'agression et de l'embargo économique des Etats-Unis, mais surtout par le chantage exercé par la social-démocratie européenne. L'aide humanitaire était liée à des conditions sur le plan de la "démocratie" et des "droits de l'homme". Les sandinistes citaient la social-démocratie européenne en exemple. Le FSLN est devenu membre observateur de l'Internationale socialiste, qui est une internationale pro-capitaliste dirigée par des hommes comme Willy Claes et Guy Spitaels.

Alors que le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie ne cessait de croître, la situation de la population empirait de manière dramatique. Les subsides alimentaires ont été arrêtés. La presse a obtenu la "liberté" de dénigrer et de saboter la politique sandiniste. Alors que les nouvelles recrues

mouraient dans la lutte contre les "contra" (les partisans de Somoza), les dirigeants sandinistes libéraient de plus en plus de prisonniers de cette opposition armée. Les dirigeants sandinistes, applaudis par les sociaux-démocrates, ont mené une politique de plus en plus antipopulaire. Ils se souciaient davantage de l'appui de la bourgeoisie que de la situation des paysans pauvres et des chômeurs des bidonvilles.

Après la défaite électorale de 1990, les sandinistes ont poursuivi la même politique. Ils ont choisi de collaborer avec le gouvernement de droite "afin de sauvegarder la stabilité du pays". La volonté manifeste de combat et la résistance de la base étaient constamment brimées, canalisées.

Six années de politique de démantèlement

Les plans d'ajustement structurel se sont succédés. Dans le secteur public de la santé, les licenciements massifs se sont multipliés. De nombreux hôpitaux ont été privatisés. Pour se faire soigner, il fallait avoir de l'argent. L'espérance de vie a baissé de 66 à 59 ans. La mortalité infantile a à nouveau augmenté en passant de 61 à 71 pour mille. La mortalité des

femmes au moment de l'accouchement a triplé. Des protestations massives ont éclaté, mais les dirigeants sandinistes répondaient que la stabilité du pays ne pouvait être mise en danger.

Le ministère de l'Enseignement exerçait des pressions croissantes pour privatiser les écoles. De plus en plus de jeunes étaient privés d'enseignement parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer. En outre, l'enseignement secondaire n'était plus accessible qu'à ceux qui avaient moins de 21 ans et, pour les filles, qu'à celles qui n'étaient pas encore mariées ou enceintes. Beaucoup de filles ont un enfant dès 14-15 ans. L'accès à l'école leur est interdit. Lors des nouvelles protestations de la population contre cette politique, les sandinistes ont brisé la résistance. A nouveau.

Un programme dicté par le FMI

Aujourd'hui, les termes "anti-impérialisme" et "révolutionnaire" ont été rayés du programme du FSLN. A côté du candidat à la présidence Daniel Ortega, le Front sandiniste avait avancé Juan Manuel Caldera comme vice-président. Celui-ci est un membre éminent de l'organisation patronale COSEP (la FEB nicaraguayenne).

Le FSLN affirme que dans le contexte national et international, elle ne dispose que d'une "petite marge" pour partager les moyens "un peu plus équitablement". Chaque mesure révolutionnaire est bannie. Plus de réformes agraires, plus d'expropriations. On obéit aux impératifs du Fonds monétaire international (FMI). Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. On est retourné à la situation où 5% des Nicaraguayens détiennent 35% des richesses nationales, alors que 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Même l'hymne historique des sandinistes a été "adapté à l'air du temps". Avant, on chantait «le yankee est l'ennemi de l'humanité». Aujourd'hui, ce n'est plus autorisé...

A la base, beaucoup de gens sont déprimés et angoissés devant l'avenir. Les questions et les critiques des militaires se font de plus en plus pressantes. Il est de plus en plus clair que la politique des dirigeants sandinistes n'offre pas d'alternative. Pourtant, la volonté et la combativité du peuple nicaraguayen ne sont pas mortes. Pour donner des perspectives nouvelles à la lutte du peuple, il faut un parti marxiste-léniniste. Cela signifie qu'il faut rompre radicalement avec la social-démocratie qui a trahi la révolution, aussi au Nicaragua.

AGENDA

Bruxelles

Mardi 5 novembre, 20h30

Films : "Ngor, l'esprit des lieux" de Samba Félix Ndiaye (1994) et "Mieux vaut être riche et américain que pauvre et burkinabé" de Philippe de Pierpont (1995).

Organisation : Le P'tit Ciné, rue du Coq 99, Uccle. Info : 03/376.78.21.

Vendredi 1er novembre, de 9h30 à 11 h.

Le Rwanda exige que justice soit faite. Action de protestation à la basilique de Koekelberg. Rendez-vous à 9h30 précises devant l'entrée principale de la basilique de Koekelberg

Un million de personnes ont été tuées au Rwanda en 1994. Les assassins courent toujours. Certains d'entre eux vivent en Belgique, où ils bénéficient de la protection du gouvernement et de l'église catholique. Une rencontre de Rwandais soupçonnés d'avoir pris part à l'organisation et/ou à l'exécution du génocide se tient dans les salles sous la basilique de Koekelberg. L'action de protestation se déroulera devant l'édifice. Avec témoignages, chants de protestation, évocations artistiques.



Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

30 oct., à 20h. En français. 100 F.

La compétitivité, j'en aime un peu, beaucoup, pas du tout?

Débat entre

Ricardo PETRELLA & Jo COTTENIER,

animé par

Claude DEMELENNE.

5 nov., à 20 h. En français. 100 F.

Deuxième leçon de l'

ÉCOLE D'ÉCONOMIE MARXISTE

L'exploitation des travailleurs existe-t-elle encore aujourd'hui en Belgique?

Jacques GOUVERNEUR

9 nov., à 16h30. En frç. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Anthologie de textes d'

Elsa TRIOLET et de Louis ARAGON.

Jacques DEMAUDE propose une sélection de la poésie de résistance d'Aragon ainsi que des textes de et sur Maiakovski. Musique:

Sophie CALDEIRA (guitare).

12 nov., à 20 h. En angl. & franç. 250 F prtout le cycle. 100 F par conférence.

1ère conférences d'un cycle de 4:

PENSEURS POLITIQUES D'AFRIQUE

Mohammed HASSAN

Le panafricanisme et le nationalisme africain de Nkrumah (Ghana).

13 nov., à 20 h. En français. 100 F.

Loi Erdman - loi Harnie: naturalisation par l'intégration ou par l'automaticité?

Fred ERDMAN, Jean CORNIL et Dominique MEEUS.

Ça suffit, on ne se taira plus !

«Nous sommes assez grands pour protester contre la justice de classe»

Des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté à Anvers, Bruxelles, Charleroi, Louvain, Gand et Genk la semaine dernière. "Ce n'est qu'un début", criaient-ils. "Non, répliquent les autorités et les directions, maintenant ça suffit".

Bruno Bauwens

Un directeur déclare au journal *Het Volk*: «Les élèves qui ignorent tout descendent en masse dans la rue. Ces images m'effrayent. Surtout quand il y a de jeunes enfants.» Rebelle répond: nous sommes assez grands pour protester contre la justice de classe. Trop jeunes, dit le ministre de l'enseignement néerlandophone Vandenbossche. Mais dans son système politique, les enfants sont assez grands pour rapporter des millions: on les enlève, on les viole, on les filme et on les vend. Ce commerce criminel est organisé par le capitalisme. Après le trafic de drogue et des armes, la prostitution est le commerce qui rapporte le plus au niveau mondial.

Trop jeunes pour avoir une opinion ?

Le gouvernement considère que nous sommes trop jeunes pour avoir notre propre opinion. Entre-temps, il envoie des avocats et des magistrats dans nos écoles pour nous expliquer le fonctionnement de la démocratie. A Louvain, un magistrat a expliqué que «la justice est comme un gardien de but. On encaisse beaucoup d'attaques et il est difficile d'arrêter tous les ballons.» Ainsi, on tente de nous faire croire que pour obtenir des résultats dans l'enquête actuelle, il suffit d'indiquer un "meilleur gardien de but". Pour Vandenbossche nous sommes assez grands pour croire aux fables que le parlement donnera des noms de personnes haut placées et que la justice est égale pour tous. Nous sommes en effet assez grands: pour voir qu'on a fait beaucoup plus pour Anthony, le fils du milliardaire De Clerck, que pour les enfants de travailleurs. Pour comprendre qu'on tente de cacher les noms des responsables dans l'affaire Dutroux-Nihoul, celle de la bande du Brabant wallon, celle

des ballets roses. Nous sommes assez grands pour protester contre ces tentatives d'étouffement. Nous les jeunes avons, nous aussi, le droit de faire la grève et de manifester.

520 jeunes arrêtés en une semaine

Beaucoup de directions d'écoles invoquent des problèmes d'assurances: "qui est responsable en cas d'accident, lorsqu'un jeune attrape une pierre sur la tête?" De cette façon Vanden Bossche et les directions essayent de monter les parents contre le mouvement des jeunes. Mais qui est à l'origine de ces dangers? L'affaire Dutroux démontre que les jeunes doivent effectivement être protégés, non contre des jets de pierres, mais contre les réseaux de prostitution infantile. Durant les actions, la violence n'est pas le fait des écoliers et des étudiants, mais de la police et de la gendarmerie. Ceux-ci ont arrêté 330 jeunes à Anvers et 180 à Malines, parce qu'ils protestaient et avançaient des revendications concrètes. Friedrich Engels, le fondateur du communisme avec Karl Marx, écrivait déjà en 1883: «l'Etat est un organe qui a toujours eu pour objectif principal de maintenir la soumission de la majorité des travailleurs à la minorité des possédants, et ce par la force des armes» (1). Quand les jeunes osent remettre le système en question, quand ils osent exiger les noms de riches dans les affaires criminelles, l'Etat entre en action et nous envoie ses flics pour nous tabasser. Line, de l'athénée de Herstal: «Le 23 octobre, nous avons organisé une manifestation. Nous avons d'abord tenu une assemblée générale, pour que tout le monde soit au courant. Nous ne voulons pas que la Justice se limite à Dutroux, nous voulons qu'elle cherche plus loin. Tout le monde était enthousiaste. Nous avons encore mobilisé une autre école et nous nous sommes



rendus au palais de Justice. Tout le monde criait des slogans pour la solidarité entre les étudiants et les ouvriers, contre la Justice qui défend les riches.»

12 ans et déjà militant

Les journaux ne peuvent plus l'ignorer: Rebelle cartonne parmi les jeunes. Cela suffit bien sûr pour les qualifier de "faisceaux de troubles", de "têtes chaudes" qui "récupèrent" les jeunes pour le PTB. *De Morgen* raconte: «Parmi la foule, un jeune garçon court un peu perdu et me regarde déconcerté. Il s'appelle Peter, il a 12 ans et est descendu tout seul à Bruxelles. "J'avais rendez-vous à Bruxelles à 11h30, mais je ne me suis pas réveillé à temps. Je suis donc venu tout seul. Maintenant, je ne retrouve plus mon groupe de Rebelle." Si jeune et déjà militant? "Mercredi après-midi, je distribuais des tracts sur le Meir à Anvers avec un groupe. Alors que nous nous engageons dans une rue étroite, nous avons été coincés par cinq voitures de la BSR et deux combis. Nous avons tous été embarqués et je suis resté enfermé jusqu'à sept heures. J'ai alors décidé de faire partie de Rebelle.» (2)

Le secrétariat de Rebelle a reçu cette lettre: «Hello, je voudrais devenir membre de Rebelle. Pouvez-vous me dire ce que je dois faire, quelles formalités je dois remplir, etc.?» Les formalités? Pas difficile.

Vous complétez un bon, vous nous envoyez 200 F et vous êtes membre. Dès ce moment, vous avez droit à des réductions sur les activités de Rebelle, vous êtes informé régulièrement des initiatives et des campagnes de Rebelle et vous recevez un abonnement à l'essai gratuit à Solidaire. Mais surtout, vous êtes membre de Rebelle.

1. F. Engels dans Marx, Engels Correspondance, 1883. 2. De MIX, supplément jeunes de De Morgen, 23 octobre 1996.

Marx avait raison

«Ce système est pourri jusqu'à l'os.», crient les jeunes dans la rue. Marx écrit à ce sujet: «Ce pouvoir exécutif, avec son énorme organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée d'un demi-million de soldats, effroyable corps parasite, qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les

pores, se constituera à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité (...). Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur.»

(Karl Marx, *Le 18 Brumaire, 1851-1852*, Oeuvres choisies T.1, p 344)

Allo, les membres... Où en est-on ?

Bruxelles : 34 %
Louvain : 26 %
Flandre occidentale : 23,33 %
Limbourg : 20 %
Charleroi : 18 %
Gand : 18 %
Anvers : 16,25 %
Liège : 14 %

Au secours !

A renvoyer à MML - Rebelle, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513 77 60.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal et commune : _____
Tél : _____

- Je veux plus d'infos sur Rebelle
- Je veux plus d'infos sur le MML
- Je veux distribuer des tracts de Rebelle et du MML
- Je souhaite recevoir ... étiquettes (1 F/pièce)
- Je souhaite recevoir ... autocollants plastifiés "Stoppez l'Opération Oubliettes" (50 F/pièce)
- Je commande ... affiches "Marx avait raison" (10 F/pièce)
- Je commande ... affiches "Che Guevara, l'avenir est à nous" (10 F)
- Je commande le livre "L'Etat et Révolution" de Lénine (125 F)
- Je commande "La guerre civile en France" de Marx (275 F)
- Ci-joint ... F pour le matériel commandé / Je verse frs sur le compte 001-0590845-94 de Rebelle.

La Justice nous fait ...

(sur l'air de Full Metal Jackett)
La justice nous fait chier
et on est prêt à lutter
Y'a des gosses qui s'font enlever
Ils n'ont rien fait pour les r'trouver
Quand on a manifesté
On s'est tous fait matraquer
La justice est pourrie
Arrêtez la gendarmerie
Ca suffit pas de punir Dutroux
Pour les K7 il faut de l'argent
On veut les noms des clients
Au lieu de tabasser les étudiants
F'raient mieux d'arrêter les truands
Au lieu de protéger l'argent
F'raient mieux d'protéger les enfants.

Opération Oubliettes à l'école

Intervention de l'évêché et des directeurs

Après une semaine d'actions, le ministre SP de l'enseignement flamand Vanden Bossche et le bourgmestre socialiste d'Anvers Detiège ont déclaré que les protestations des écoliers avaient assez duré et que les écoles devaient "assumer leur responsabilité". L'évêché et les directeurs se sont engagés à ramener les élèves en classe.

Ward Coenegrachts

Le 18 octobre, lorsque les actions à Anvers et à Gand battent leur plein, les directeurs du secondaire à Anvers reçoivent un fax du responsable de l'évêché pour l'enseignement, L. Van Lommel.

Ses directives sont claires : «Nous considérons que les actions et les manifestations spontanées ne sont pas la forme la plus adéquate pour exprimer son mécontentement. Aujourd'hui à la maison communale d'Anvers, il a été convenu par les responsables de tous les réseaux d'enseignement de demander aux directeurs qu'ils poursuivent leurs efforts afin d'éviter les actions dans les rues.»

«Des écoles et entreprises victimes du fléau des grèves et des manifestations»

Lorsque le système est remis en question, l'Eglise se charge de briser les protestations des étudiants et de protéger l'ordre établi.

Les directeurs ont pleinement répondu à l'appel : ils ont organisé des activités et discussions pour garder les élèves en classe. Ils ont également fermé les portes des établissements pour empêcher les jeunes de sortir.

Chantage aux allocations familiales

Certaines directions n'ont pas hésité à recourir au chantage envers les parents. L. Van Thillo, directeur de l'école technique VTS à Anvers, leur a adressé cette lettre : «Ces derniers jours, notre établissement, comme c'est malheureusement le cas pour de nombreuses écoles et entreprises, a été victime du fléau des absences suite à des grèves et/ou des manifestations.

Je tiens à signaler clairement que nous nous distancions de ce genre d'abus pour de prétendues bonnes causes. Toute absence de votre fils/fille sera dès lors interprétée comme illégale et transmise comme telle au département enseignement.

Soyez conscient du fait que votre



L'Evêché et le ministre ont averti ces étudiants : "Arrêtez les actions, rentrez en classe et n'en sortez plus !"

fil/fille compromet ainsi sérieusement son statut d'élève régulier, ce qui peut entraîner des conséquen-

ces pour l'agrégation des études, la scolarisation obligatoire, les allocations familiales.» En bref : si

vous n'empêchez pas votre enfant de manifester, nous nous arrangeons pour qu'il/elle ne touche plus d'allocation familiale ou que celle-ci soit suspendue.

10.000 jeunes manifestants rassemblés à Louvain

Rebelle et MML, organisations de jeunes du PTB, soutiennent les actions organisées par les étudiants la semaine dernière, tout comme la marche des jeunes qui a mobilisé 10.000 élèves à Louvain. Mais elles s'opposent au fait que ces actions aient été dirigées politiquement par le ministre de l'enseignement et par l'évêché et placées sous la bannière de l'apolitisme.

Le ministre et l'évêque veulent en outre brimer le droit de grève des élèves, qu'ils considèrent comme "un fléau". Les tracts de Rebelle et de MML ont été interdits, les jeunes de Rebelle arrêtés à Anvers, Louvain et Courtrai. Toute information alternative est censurée. «Cela fait partie de l'Opération Oubliettes», déclare un jeune. Il a raison.

Aidez-nous donc à briser le tabou, à distribuer des tracts et à défendre le droit de grève des jeunes. Prenez contact avec les secrétariats régionaux de Rebelle et MML. Vous pourrez avec leurs responsables, préparer comment briser la censure dans votre école !

«Neuf heures de cellule ne m'arrêteront pas»

La police et la BSR brisent les actions

Ward Coenegrachts

Le matin de la marche blanche, Karel Moreels de Rebelle a été arrêté à Courtrai. Pendant neuf heures, il a été enfermé dans une cellule. La semaine précédente, Karel avait participé à l'organisation des actions qui mobilisé 3.000 à 5.000 étudiants. Rebelle avait appelé à poursuivre les actions le lundi matin. Dès 8 heures, les élèves se sont rassemblés. Immédiatement la police est intervenue en arrêtant des jeunes. Quand Karel a tenté de s'opposer à l'arrestation d'un des élèves, les policiers lui ont menotté les mains et les pieds et l'ont conduit au commissariat. On l'a remis en liberté neuf heures plus tard.

Karel : «Nous avons immédiatement averti un avocat qui introduira une plainte pour violation de nos droits démocratiques. La BRT, la chaîne locale, *De Morgen* et *Het Volk* ont prétendu que nous avions appelé les jeunes à des actions violentes. Ils ont évidemment repris ce que le commissaire

leur a déclaré ! Le mardi, nous avons transmis un démenti aux médias, mais ni la BRT, ni la chaîne de télévision locale n'ont accepté notre témoignage. Cela démontre que les médias aident purement et simplement à étouffer l'affaire !»

A Anvers, l'organisation des étudiants de l'Ufsia (Unifac) et d'autres organisations ont tenu une manifestation le jeudi 17 au soir. Toute la journée, ils ont manifesté devant le palais de Justice. Certains représentants ont distribué des affiches pour inviter les lycéens à s'associer à leur manifestation du soir. Les jeunes ont réagi avec enthousiasme en accolant partout les affiches. Les autocollants du PTB étaient également omniprésents.

A 19 heures, les étudiants ont commencé à se rassembler. Les jeunes de MML distribuaient des tracts et vendaient Solidaire. Les organisateurs ont alors été approchés par des agents de la BSR (section de la gendarmerie). Ceux-ci avaient apporté un affiche qu'ils

avaient arrachée au palais de Justice et ils ont essayé de convaincre les organisateurs de la manifestation que le MML et le PTB voulaient "récupérer" la manifestation. Il a été impossible à ce moment de dénoncer la manoeuvre des agents de la BSR et de faire comprendre que MML soutenait et respectait pleinement l'initiative des étudiants. Les BSR sont parvenus à convaincre les organisateurs d'écarter les étudiants d'"extrême gauche". Cette intervention a créé la confusion parmi les étudiants. Des dizaines sont rentrés chez eux. Quelque 150 seulement ont finalement participé à la manifestation. Ainsi, la gendarmerie est arrivée à ses fins : étouffer la protestation des étudiants.

Ceci démontre une nouvelle fois la tâche de la gendarmerie : briser par tous les moyens tout mouvement social qui pourrait menacer l'ordre établi. Mais pour rechercher les enfants disparus comme Ken ou Loubna, ils n'ont bien entendu pas le temps !

Cycle marxiste dans six universités belges

La nouvelle affiche de Rebelle et du MML le dit haut et fort : "Marx avait raison !" Mais pourquoi ? Et comment est-il arrivé à cette analyse ? Quelle était sa méthode de travail ? Mille questions se posent et le MML veut y répondre. C'est pourquoi il organise, dans six universités, des cycles sur le matérialisme dialectique et les fondements philosophiques de la doctrine de Marx. Il y a cent cinquante ans déjà, Karl Marx écrivait que le capitalisme allait

vers sa propre destruction. Aujourd'hui, en 1996, il est évident que le système entier subit une crise de plus en plus profonde, dont il ne peut plus sortir. L'analyse de Marx est donc plus actuelle que jamais. A Louvain-La-Neuve, les mercredis 6, 13 et 20 novembre, par Nico Hirtt
A Bruxelles, les jeudis 7, 14 et 21 novembre, par Nico Hirtt
A Liège, les mercredis 13, 20 et 27 novembre, par Stef Vanthuyne

Bon d'inscription

Nom et prénom :

Rue et nr. :

Postnr. en gemeente :

Je désire participer au cycle

à Louvain-La-Neuve

à Bruxelles

à Liège

Merci de m'envoyer le dépliant avec de plus amples informations.

Je souhaite préparer le cycle. Merci de m'envoyer le syllabus des cours (300 F)

A renvoyer à MML, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

«Votre référendum touche les vrais problèmes des gens»

Le référendum du PTB chasse une consultation populaire pour riches au Limbourg

Le Fenix, projet de centre commercial pour riches à Genk, a été rejeté par la population locale. Le PTB lui a opposé le référendum des travailleurs. Avec succès. 804 formulaires ont été remplis.

Willem De Witte

Une consultation populaire s'est déroulée au début du mois d'octobre à Genk sur le projet "Fenix", qui comprend un centre commercial, des bungalows et un terrain de golf. Un projet destiné aux nantis. La consultation fut un échec. Seulement 13.000 habitants sont venus voter. Soit 37,47% de la population. Moins que les 40%, minimum légal à la consultation populaire. Le vote est donc annulé. On n'a même pas ouvert les urnes.

Au bureau de vote, 27 militants et sympathisants du PTB présentent le référendum des travailleurs. Beaucoup les félicitent : «Au moins ce référendum n'est pas une farce comme la consultation sur le projet Fenix». 804 personnes remplissent les cases des six questions. 86 achètent le journal *Solidaire* et 42 souscrivent à un abonnement à l'essai.

A Genk, le taux de chômage est de 50% supérieur à celui du reste du Limbourg. Le revenu moyen de la population limbourgeoise est de 10% inférieure à celui du reste de la Flandre. Le référendum organisé par le PTB propose une solution durable à tous les problèmes du chômage et de la pauvreté.

Le Fenix ne doit pas renaître de ses cendres

Le bourgmestre de Genk, le CVP Gabriëls, a tenté de s'opposer à l'initiative du PTB. Il a même édité un règlement spécial de police

interdisant les interviews, discours et référendums durant la matinée du dimanche sans autorisation préalable. Le PTB a immédiatement mobilisé les progressistes de la région pour protester contre cette mesure. Avec succès. Sur le parking près du lieu de la consultation Fenix, les gens réagissaient positivement au stand et à l'alternative du PTB.

Le PTB avait appelé à boycotter le projet. Le PTB a expliqué que c'était une tromperie dans un dépliant distribué à 7.000 exemplaires.

Des 60% qui ne sont pas allés voter, beaucoup étaient d'accord avec cette analyse. Le boycott de la population démontre qu'un nombre croissant de personnes sont convaincues que les politiciens bourgeois ne feront rien pour résoudre les vrais problèmes. Ces gens optent pour l'alternative du PTB : faire payer les riches dont les revenus ne cessent de croître.

Les 32 heures sans flexibilité, c'est mieux que les jobs intérimaires

Pino explique : «Je suis un mineur trompé. J'avais accepté les 800.000 francs que l'administrateur Thyl Gheyselinck proposait pour mettre fin à la grève contre la fermeture des mines. Nous étions le dos au mur. Tout le monde nous avait abandonnés, y compris la direction syndicale. Je suis contre cette kermesse du projet Fenix ! On nous promet 5.000 emplois, mais deux cents seulement seront des



804 personnes ont complété le référendum du PTB lors de la consultation sur le projet Fenix au Limbourg : «Vous avez raison. Il faudrait organiser une consultation du peuple sur les vrais problèmes, comme vous les posez dans votre référendum.»

emplois fixes. Le reste seront des intérimaires d'un jour sur deux. Ces personnes devront également travailler le dimanche et les jours fériés... Nous, les mineurs, nous nous sommes battus pour la semaine de cinq jours et nous devrions accepter ceci ? C'est inacceptable ! Je suis prêt à rembourser immédiatement les 800.000 francs, si je pouvais recommencer dans la mine. A présent, je me lève à cinq heures du matin pour ne rentrer qu'à cinq heures du soir. Je gagne moins qu'à l'époque où j'étais mineur. Je travaille depuis mes quatorze ans, cela fait 36 ans. Mon dos est brisé. On me refuse l'invalidité. Je suis obligé de travailler avec une ceinture spéciale. A la mine, il y avait des travaux adaptés pour des gens comme moi».

Le deuxième groupe qui a boycotté la consultation a suivi l'appel de l'association des indépendants. Pendant la grève des mineurs, beaucoup de commerçants avaient soutenu la lutte des mineurs contre les politiciens

traditionnels. Aujourd'hui, ce nouveau centre commercial signifierait la fin de leur commerce. Ce centre n'accueillerait que les magasins haut de gamme, trop chers pour les simples gens.

Parmi ceux qui ont participé à la consultation, beaucoup ont voté contre le projet. Ils sont furieux : les investisseurs et les partis traditionnels ont trompé la population en affirmant que le projet Fenix apporterait des emplois. Beaucoup de gens ont très bien compris la tromperie.

Il y a aussi le groupe qui a voté pour le projet. Souvent, par souci pour l'emploi, tout en émettant des doutes sur les promesses des politiciens. Comme ce syndicaliste bien intentionné qui me disait : «Je ne crois pas qu'on créera 5.000 emplois. Mais même si le projet ne crée que 1.700 emplois, c'est toujours ça de gagné. L'industrie ne crée plus d'emplois. Toutes ces petites entreprises investissent, mais sans embaucher du personnel».

Certains n'étaient pas d'accord avec l'appel de boycotter la consultation, mais ont tout de même rempli le référendum du PTB. «Vous avez raison. Il faudrait organiser une consultation du peuple sur les vrais problèmes, comme vous les posez dans votre référendum».

	D'accord	Pas d'accord	Pas d'opinion	Total
Semaine de 32 heures	83	11	6	100
60% en cas de chômage et maladie	75	17	8	100
Médecine gratuite	82	9	10	100
Stop privatisations	65	20	15	100
500 milliards payés par les riches	83	7	10	100
Unité de la Belgique	84	8	8	100
Droits égaux	66	19	15	100
Dissolution de la gendarmerie	66	17	17	100

Pas réservé aux grosses têtes !

Ouvriers et intellectuels étudient ensemble à l'université marxiste d'hiver

Frans De Maegd

Participant activement à la lutte, vous souhaitez donner plus de profondeur à votre engagement. L'université marxiste d'hiver organisée par l'INEM et le PTB vous en donne l'occasion.

Difficile ? Ennuyeux ? Au contraire !

Fatima témoigne : «Immigrée de la deuxième génération et issue d'une famille ouvrière, je suis membre du parti depuis deux ans. Bien sûr, quand j'ai découvert le parti, je me posais des tas de questions. J'étais une antiraciste convaincue et une adversaire du Vlaams Blok. Mais je ne voyais pas

comment je pouvais faire quelque chose dans la pratique avec ceux du même bord. C'est ce que je cherchais depuis des années : un parti qui travaille à la libération des opprimés, de tous les peuples, et à la construction d'une société socialiste.

Depuis que je suis membre du PTB, je saisis toutes les occasions pour en savoir davantage, pour lire des ouvrages marxistes-léninistes et participer à des formations et des débats.

C'est la deuxième fois que je suis l'université d'hiver. Je veux d'abord être formée comme communiste d'une manière professionnelle. On y apprend les fonde-

ments du marxisme et on analyse la situation mondiale actuelle.

On y fait la connaissance de camarades issus de toutes les couches de la société, ouvriers et intellectuels, francophones et néerlandophones, immigrés et personnes provenant du tiers-monde. Dans un climat de camaraderie, on étudie ensemble pendant quelques jours, on échange des idées, et après l'étude on se détend.

L'université réservée aux grosses têtes ? Pas du tout ! Un ouvrier y trouve aussi bien son compte et il retournera à l'usine "armé" d'arguments contre son patron, contre le capitalisme et pour notre alternati-

ve, le socialisme.

Cette université m'apporte également de nouvelles méthodes d'étude et elle m'encourage à poursuivre la lutte contre le capitalisme, sachant que je ne suis pas seule.

La méthode me convient également : la matinée étude, l'après-midi discussion, en fin d'après-midi présentation de nouvelles tâches à accomplir durant la soirée. Je conseille à tout le monde de suivre l'université du PTB».

L'université marxiste d'hiver se déroule dans un centre de vacances. Nous limitons le prix à 2.600 francs pour les quatre jours, tout

compris !

1ère partie, du jeudi 26 au dimanche 29 décembre 1996 : "Un autre regard sur Staline". Pourquoi Staline est-il tant dénigré, alors que le socialisme a connu un tel essor en Union soviétique ?

2ème partie, du jeudi 2 au dimanche 5 janvier 1997 : "Le parti révolutionnaire". Le PTB se construit comme un véritable parti communiste.

Pour plus de renseignements, adressez-vous aux secrétariats du PTB (voir p.23) ou écrivez au secrétariat national du PTB, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

La Sainte-Alliance libéraux-PC

Karl Marx commence son célèbre Manifeste du parti communiste par la phrase : «Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies pour le traquer». A l'occasion de la grande manifestation du 20 octobre, nous avons vu s'unir gendarmes, policiers et politiciens pour traquer le PTB. En 1848, la "Ligue des communistes", organisée par Marx, osait mettre en cause les bases même de la société capitaliste. En 1996, en Belgique, il n'y a que le PTB pour suivre cette tradition. Ce n'est pas par hasard que le PTB fait face à la même Sainte-Alliance que Marx dut affronter en son temps. C'est ce que je me suis dit en lisant cet extrait du journal des étudiants libéraux de l'ULB, connus pour leur positions d'extrême droite :

«Afin de montrer sa remarquable faculté d'ouverture, l'Etudiant libéral n'hésite pas à frapper un grand coup : ouvrir ses colonnes au Parti communiste belge ! Rassurez-vous. Si nous lui donnons la parole, c'est dans le seul et unique but de dénoncer un adversaire commun : le PTB. Un vent favorable nous a fait parvenir un tract du PCB, ma foi fort clair. Morceaux choisis :

"Parti maoïste, il soutient dans un premier temps la Chine et les aberrations de la révolution culturelle". "Partisan de la révolution armée, d'un socialisme théorique, le PTB oeuvrera contre les partis communistes sur lesquels il crachera tant et plus pour leur soutien plus ou moins critique aux ex-pays socialistes; contre les deux grands impérialismes (USA-URSS); pour le soutien aux khmers rouges ayant entrepris le génocide du peuple cam-

bodgien (plus de 1,5 million de morts) et niera ces faits; actuellement, pour son soutien au Sentier lumineux, révolution maoïste péruvienne dont les premières victimes sont les paysans et les militants communistes qui les soutiennent. Après la chute du Mur, le PTB essaie de se faire passer comme le parti des seuls vrais communistes, remettant à l'avant-plan le mythe de Staline, à la mort duquel se seraient imposées des pratiques déviationnistes".

Ce bref extrait a le mérite d'ouvrir les yeux à ceux qui restent aveugles face au PTB et de nous rendre compte que notre petit parti communiste à nous est capable d'accès de lucidité !» (Marc Oswald, dans l'Etudiant libéral, septembre 1996).

**Guy Deville
Bruxelles**

Jusqu'au bout ?

Les informations sur l'affaire Dutroux et sur l'assassinat d'André Cools regorgent de déclarations solennelles de personnalités haut placées assurant que «l'enquête sera menée jusqu'au bout» et que «les vrais coupables seront identifiés et punis». Faut-il croire à ces promesses ? Début août, j'ai visité la mine du Bois du Cazier à Marcinelle, lors de la commémoration de la grande catastrophe de 1956 dans laquelle 262 mineurs ont trouvé la mort.

Le 15 août 1956, quelque jours après le drame, le journal *Le Peuple* titrait : «Rien ni personne ne sera épargné dans la recherche de la vérité». Une déclaration de Jean Rey, ministre des Affaires économique à l'époque. Mais que s'est-il passé ? Un ancien mineur m'a expliqué que toute la responsabilité a été imputée à un mineur italien. Il n'a pas été jugé, mais renvoyé en Italie. Un ingénieur a reçu une sanction symbolique. Mais les vrais responsables, qui avaient exploité une mine dans des conditions de sécurité inacceptables, n'ont pas été inquiétés. Huit

mois plus tard, en avril 1957, le travail a repris. «Si on avait pu évacuer plus rapidement les tas de cadavres et de débris, le travail aurait repris encore plus vite. Pour le patron, seuls les bénéfices comptaient. Et nous n'avions rien à dire. Nous n'étions que des sales Italiens, sans droits politiques et syndicaux», commentait mon interlocuteur. Dans l'affaire des enfants assassinés et celle d'André Cools, il faut cette fois empêcher que l'on cache la vérité. Les grandes déclarations du roi et des ministres ne servent qu'à endormir les gens. Seul un large mouvement populaire pourra obtenir que toute la lumière soit faite.

**Erik Vanobbergen
Hoboken**

En 1973, déjà

Après toutes les affaires honteuses en tout genre, il se trouve encore à la base du parti socialiste des gens qui gémissent : «Il n'y a plus de démocratie au sein de notre parti : il n'y a plus de réunions des U.S.C. ("Unions Socialistes Communales", l'U.S.C. est censée être le cellule de base du parti N.d.a.). Si on rétablissait ces réunions, cela irait beaucoup mieux pour la démocratie au sein de parti».

Eh bien, en 1973, à l'époque où j'étais membre du PS, dans ma commune, il y avait très régulièrement et en conformité avec les statuts du parti, des Assemblées Générales de l'U.S.C. Pourtant, de démocratie, il n'y en avait guère plus que neige en juillet et ce malgré les débats parfois houleux suivis de votes décisifs.

Voici donc, du moins en ce qui concerne ma commune, celle d'André Cools, comment la démocratie au sein du parti n'était qu'un mythe, du moins au niveau des militants de base. Tout d'abord, il y avait le bagout et la gouaille d'André Cools lui-même, ses talents faisaient voter beaucoup de gens et même des plus rétifs en faveur de ses thèses. Il y avait aussi son culot incroya-

ble. Un exemple : l'affaire Magagnoli, un ouvrier habitant une "maison sociale" de la commune qui avait commis le péché mortel d'opposition au PS et pour cela se voyait expulsé de son domicile fin 1981. Magagnoli avait déclaré que Flémalle valait bien Palerme, vu qu'à Flémalle il y avait aussi une mafia. Lors de l'assemblée générale de locataires qui eut lieu peu après, Cools déclara sur la scène du local "Les Hauts Trixhes" : «On a parlé de mafia ici à Flémalle, c'est bien exact... d'ailleurs le parrain, c'est moi». Cools mit ainsi les rieurs de son côté.

Ensuite, il y avait la terreur vis-à-vis des opposants éventuels. Gare à ceux qui habitaient des "maisons de la Commune", à ceux qui, de près ou de loin, étaient au service de la commune : pompiers, enseignants, policiers, ouvriers et employés. Menaces surnoisées aussi vis à vis de tous les nombreux naïfs et crédules qui pensaient que Cools et ses sbires pouvaient agir sur leur emploi (à l'usine Phénix Works ou à celles des Tubes de la Meuse) voire sur leur pension et même le bulletin scolaire de leur enfant !! Ceux qui attendaient un permis de bâtir ou une prime quelconque de l'Etat rampaient bas également. Une autre technique chère à Cools était celle du "fou du Roi", fort en usage au Moyen-Age. Voici comment cela marche : si, au cours d'un débat, un avis contraire à celui du "Bureau" semblait vouloir poindre, un personnage entrait en scène. C'était le bouffon du Roi. Ici, on l'appelait "Tam-tam". Il faisait mine de prendre le parti de l'opposition, allait même au delà pour conclure que, quant à lui, il faisait quand-même confiance à "notre grand camarade André" et il invitait tout le monde à voter comme "Moustache" l'avait indiqué. "Tam-tam" vit toujours et est toujours opérationnel. Enfin, en cas de crise grave d'opposition de gauche, - je n'en ai jamais connu qu'une - on sortait le grand jeu. C'était l'Assemblée Générale. Dans ce cas, toute une grande salle était pleine à craquer de membres de la base de l'U.S.C. Bien entendu, les convo-

cations avaient été envoyées en temps utile, c'est à dire trop tard pour certains et on voyait dans la salle le ban et l'arrière-ban des "socialistes obligés" : enseignants, ouvriers et employés communaux, vieux et très vieux militants qu'on avait été chercher chez eux ou à la maison de repos et en plus tous les mandataires au grand complet. Et tout cela pour refuser de voter une simple motion de soutien aux grévistes de Cockerill (affaire des sept dont Louis Goire) et pour la remplacer par une autre où il était souhaité que «toutes les parties en cause arrivent à s'entendre...».

Ah ! Encore un détail : tous les votes se faisaient (et se font toujours) à main levée. Comme ça, on sait qui a voté pour qui et pour quoi et cela rallie les timides.

**Pierre Petit
Flémalle**

(*) Comme on peut voir, le PS n'avait nul besoin de Todarello, Di Mauro et consorts...

Un livre pour tous les communistes

Un marxiste-léniniste turc a lu "Le parti de la révolution" qui traite de la rectification politique dans le PTB : «C'est un livre très utile pour tous les partis communistes. Votre analyse sur "la lutte entre les deux lignes" est très bien élaborée. Pour connaître les deux lignes, il faut connaître leurs racines politiques. Beaucoup de communistes turcs en ont une conception erronée. Lorsque certains défendent des conceptions divergentes, au lieu de mener la lutte pour déceler ce qui est juste et ce qui est faux, ils rompent les liens avec ces camarades. C'est l'origine des nombreuses scissions dans les partis en Turquie. Je partage votre analyse : il faut la lutte, puis l'unité, puis à nouveau la lutte entre les différentes conceptions».

**Diane Vangeneugden
Genk**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Le film "La promesse" ou l'apprentissage d'une révolte

Luc Dardenne : «On a voulu montrer que les choses peuvent changer»

Avez-vous déjà vu *La promesse* de Luc et Jean-Pierre Dardenne ? Si oui, vous lirez avec intérêt l'interview de l'un de ses réalisateurs, Luc Dardenne. Et si n'avez pas encore vu le film (résumé en encadré) courez vite acheter vos billets... après lecture de cet article.

Antonio Gomez Garcia

Déjà dans vos documentaires, puis dans "Je pense à vous", votre long-métrage précédent, figure comme une constante : le décor, Seraing, mais aussi les personnes, la classe ouvrière. Est-ce une volonté de votre part ?

Luc Dardenne. Oui, bien sûr. Ce qui nous intéresse, c'est situer nos histoires dans la classe ouvrière. On peut dire que *La promesse* est un diagnostic des rapports sociaux d'aujourd'hui. On montre comment la destruction de toute la sidérurgie a transformé les rapports sociaux. Bien sûr, cela correspond à des trucs objectifs : les lois du marché, trop d'acier en Europe et surtout beaucoup d'acier moins cher au Brésil, en Corée... On dit : en Europe, il n'y a plus besoin de produire autant et donc il faut restructurer tout ça. Alors, on a licencié, préretraité pour pas faire trop de dégâts sociaux. Le Parti socialiste a géré ça et on a retrouvé plein de jeunes sans emploi. La nouvelle génération n'a pas trouvé de boulot. Dans "Je pense à vous", on parlait d'un gars qui perd son travail. Ici, Roger, le père, l'a déjà perdu. En plus de son trafic, on le voit aller au chômage; on se dit : il a une histoire, c'est un ouvrier, ce n'est pas un gangster...

On n'a jamais voulu accuser, dire Roger, c'est le Mal. Roger, c'est un de ces produits de la société qui, pour se débrouiller, deviennent des salauds. C'est une société où le tissu social est complètement foutu. Les structures de solidarité, il n'y en a pas tellement, à part le chômage. La Sécurité sociale existe encore évidemment, mais les gens continuent à vivre sur ce que la publicité leur dit : soyez des nôtres, consommez avec nous, soyez bien. Et tous ces gens qui se retrouvent sans revenus, se disent moi aussi faut que je gagne, donc

ils se démerdent. On vit dans une société où l'idéologie est très individualiste. Les gens se démerdent comme ils peuvent : ils exploitent les plus pauvres qu'eux. C'est un cynisme terrible que l'on retrouve à tous les échelons de la société. Quand on a décidé de retirer la sidérurgie à la Région wallonne, cela a provoqué des dégâts sociaux, mais ceux qui ont décidé s'en foutaient. Il y avait bien des barrières, des matelas, pour pas tomber trop bas, mais enfin... C'est toute une culture ouvrière qui s'est écrasée. Par sa culture fondée sur une solidarité, la classe ouvrière empêchait les comportements individualistes et un peu maffieux. Aujourd'hui, elle ne peut plus lutter contre et ce ne sont pas les représentants politiques qui montrent l'exemple.

Comment situer dans ce cadre le personnage du jeune Igor ?

Luc Dardenne. Igor, c'est la révolte. Il vit dans un milieu sans loi, avec son père. C'est la débrouille. Son père n'a rien à lui dire, ce n'est pas un gars qui a une tradition à communiquer, ce n'est pas un militant qui a quelque chose à dire à son fils, il n'a pas de valeur à lui transmettre sinon celle de la jungle, où on se démerde. Aujourd'hui, on retrouve le capitalisme sauvage partout; Roger en est le reflet premier, primitif : accumuler le plus qu'on peut par tous les moyens. Avant de poser un jugement moral sur Roger, il faut d'abord le voir comme ça. Roger n'est pas vraiment le père d'Igor. Pour cela, il faudrait qu'il puisse transmettre des valeurs qui donnent une autonomie à son fils, qui l'éloignent de lui, qui en fassent un homme. Roger, au contraire, voudrait que son fils soit comme lui, avec lui. On ne peut pas dire que l'un est mieux que l'autre, mais le gamin est adolescent. Quand tu es adoles-



Assita Ouédraogo (Assita) et Jérémie Renier (Igor) dans *La promesse*, de Luc et Jean-Pierre Dardenne, qui a reçu le prix "art et essai" au festival de Cannes 1996.

cent, tu peux encore t'ouvrir à autre chose, tu n'es pas bloqué, pas fermé.

Igor revient de loin. Son père lui apprend juste à magouiller. Il fait en sorte qu'il doive quitter le garagiste où il apprenait un boulot Igor n'a pas de mère, pas d'école. C'est vraiment tout seul qu'il arrive quand même à se révolter et à dire la vérité à cette femme africaine.

La confrontation, la rencontre d'Igor avec cette femme venue d'Afrique est importante.

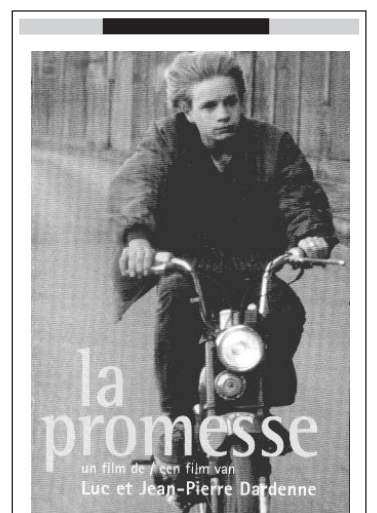
Luc Dardenne. On voulait que le père et le fils soient les mêmes : même sang, même culture, même couleur de peau, même univers. Tout rapproche Igor de son père, mais il rencontre quelqu'un de tout à fait différent. Le seul point commun, c'est qu'elle parle le français. Il n'y a rien dans cette femme qui puisse l'attirer, sinon qu'elle est femme. On n'a pas joué sur l'éveil sexuel, on voulait simplement montrer qu'il découvre un être humain, différent de lui. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'universel, cela signifie que quand on découvre dans l'étranger un être humain, on n'a pas été arrêté par la différence. Igor n'a pu projeter sur cette femme l'image d'une amie, d'un membre de la famille, de quelqu'un de connu. Il n'a rien à voir avec elle, il ne comprend jamais très bien qui elle est, ses rites, etc. Il n'a pas pitié d'elle non plus : il ne dit pas "pauvre femme, seule avec son bébé". Elle reste même froide, elle ne le caresse pas, ce n'est pas une copine d'Igor... Donc s'il fait ce passage vers cette femme, il gagne l'humanité. Il ne l'aurait jamais gagnée autrement.

Le traitement cinématographique est proche du documentaire,

avec une caméra vive, toujours en mouvement. Pourquoi ?

Luc Dardenne. On voulait faire un film brut, qui montre la crudité des choses. On n'a pas maquillé les acteurs, sauf un peu de gris à Olivier (Roger), un peu de noir aux dents de Jérémie (Igor). On voulait faire un film cru, qui n'essaie pas d'enjoliver, d'arrondir les angles et qui oblige le spectateur à travailler avec son imagination. Il y a des pans du film qu'on laisse dans l'ombre. Le spectateur reconstitue, avance avec Igor. On n'a pas mis non plus la caméra du côté des immigrés pour faire un film du genre "ah les pauvres victimes". On l'a mise du côté du méchant entre guillemets, des prédateurs, de ceux qui les arnaquent tout le temps. C'est une fable, on peut dire une fable morale, sans donner un aspect moralisateur à ce mot. C'est en même temps un document sur les rapports sociaux de notre époque. On voit sans arrêt l'argent qui circule, tout comme les passeports, les faux papiers et bien sûr, les gens.

Les Américains, en général, nous montrent la violence comme un destin inéluctable, parce que le personnage principal est un taré. Ils circonscrivent la violence dans la biologie, la maladie ou la folie. Or, ça n'a rien à voir. Nous, on a voulu montrer une violence sociale, due à des rapports sociaux. Pas une violence qui aurait son origine dans les gènes ou dans la biologie de l'individu et qui est donc un destin que tu ne peux pas modifier. Tandis que montrer cette violence et montrer qu'Igor s'en sort, c'est un espoir. Pas un espoir béat et stupide, en disant "oui finalement la réalité n'est pas si dure que ça, on s'en sort toujours". Non, c'est montrer que les choses peuvent changer...



Le film

Igor seconde son père, Roger, dans l'exploitation de main d'oeuvre immigrée clandestine en région liégeoise. Un jour, sur ordre de Roger, il laisse mourir Hamidou, tombé d'un échafaudage. Avant de décéder, celui-ci arrache à Igor la promesse de protéger Assita, sa femme et Seydou, son fils. Commence alors le lent éveil d'Igor, tiraillé entre la peur, la fidélité à son père et la fidélité à sa promesse...

Où voir *La promesse* ? Bruxelles : Vendôme, UGC De Brouckère. Liège : Le Parc, Churchill. Namur : Eldorado. Mons : Imagimons, Plaza Art. Charleroi : Margnau, Paradiso. Louvain-la-Neuve : Agora.

Un dossier pédagogique sur le film est disponible aux Grignoux, rue Soeurs de Hasque 9, 4000 Liège. Tél. 04/222 27 78.

Prochainement dans *Solidaire* : réactions et débats à propos de "La Promesse"

La classe ouvrière à l'écran

Originaires de Flémalle, près de Liège, Luc et Jean-Pierre Dardenne font leurs armes au début des années septante, dans la vidéo d'intervention sociale. Ils donnent la parole à des témoins des grands événements de l'histoire de leur région, du mouvement ouvrier : un militant des grèves de 60, un combattant les brigades internatio-

nales ou un jeune qui parle de la vie quotidienne. Ils sont ainsi pionniers, pour la Belgique, d'un courant qui pourrait se résumer par le titre d'un livre paru à l'époque : "Vidéo, la mémoire au poing", de A.M. Duguet. Ils produisent et réalisent ensuite des documentaires, en coproduction avec la télévision avant de passer à la fiction.